

# Horizons et débats

AZA  
9602 Bazenheid

POST CH AG

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

## L'Europe ne peut que perdre

Dimensions existentielles politiques, économiques et culturelles de la guerre en Ukraine

par Guy Mettan



(photo mad)

Guy Mettan est journaliste et député au Grand Conseil du canton de Genève, qu'il a présidé en 2010. Il a commencé sa carrière de journaliste pendant ses études de sciences politiques; il a ensuite travaillé pour le «Journal de Genève», *Le Temps stratégique*, *Bilan*, le *Nouvel Quotidien* puis comme directeur et rédacteur en chef de la «Tribune de Genève».

Depuis 2005, il préside l'Union des Chambres de commerce Suisse-Russie & CEI. De 2006 à 2014, il a été président de la *Croix-Rouge genevoise* et membre du Conseil de La *Croix-Rouge suisse* jusqu'en 2019. En 1996, il a fondé le *Swiss Press Club*, dont il a été le président puis le directeur de 1998 à 2019.

Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont «Russie-Occident. Une guerre de mille ans», qui a été publié dans sept pays, dont la Chine et les États-Unis.

Le texte reprend une conférence que Guy Mettan a donnée le 30 avril 2022 devant un groupe de lecteurs de *Horizons et débats*.

Je me réjouis de cette rencontre et vous remercie de l'avoir organisée. Dans mon introduction, je souhaite aborder deux problèmes qui me semblent essentiels pour la compréhension des événements qui se déroulent actuellement en Ukraine. Le premier aspect porte sur la nature de la guerre. Dans la deuxième partie de ma réflexion, je vais essayer d'expliquer pourquoi, à mon avis, la paix en Europe est actuellement impossible, ou en tout cas improbable et assez lointaine.

### La nature de la guerre

La nature de la guerre d'abord. Pour moi, il ne s'agit pas seulement d'une guerre entre la Russie et l'Ukraine, comme on a la tendance à le croire. Certes, c'est une guerre entre ces deux pays voisins et qui a donc indiscutablement une dimension locale et régionale. Mais ce serait faux de la réduire à cela. C'est aussi une guerre de civilisations, une guerre globale qui oppose la Russie soutenue par la Chine d'un côté, aux États-Unis, à l'OTAN et à l'ensemble du monde occidental coalisé de l'autre. C'est la raison pour laquelle on peut appeler cette guerre une guerre illimitée, sans limites même s'il ne s'agit pas de blocs compacts comme on les entendait pendant la Guerre froide. *Gabriel Galice*, président du *Geneva International Peace Research Institute* GIPRI, l'a très bien décrite dans une vidéo du blog *Anti-Thèses*!

La dimension régionale est connue. C'est le conflit de Donbass, conséquence du coup d'Etat du 22 février 2014 qui a fait suite aux manifestations de Maïdan et qui a provoqué le soulèvement des populations de Donbass contre Kiev après que le nouveau régime nationaliste eut interdit l'usage officiel de la langue russe. Voilà pour la dimension régionale.

Toutefois, c'est sa dimension globale, existentielle, qui devient de plus en plus prépondérante, tant sur le plan des opérations militaires (qui mobilisent l'ensemble des forces militaires de l'OTAN contre la

«Le conflit marque un tournant qui annonce la fin de la globalisation néolibérale liée aux puissances maritimes et le commencement d'une forme nouvelle de globalisation, plus concentrée sur les continents.»

Russie à l'exclusion d'un engagement de troupes sur sol ukrainien) que sur le plan stratégique. C'est pourquoi on peut parler d'une guerre de civilisations et d'une guerre illimitée. Pourquoi illimitée? Parce qu'elle concerne l'ensemble des activités humaines. C'est un conflit qui dépasse de loin le seul aspect militaire.

C'est d'abord une guerre économique entre deux mondes, la Russie, incluant la Chine et de nombreux autres pays tels que l'Inde, en lutte contre l'hégémonie de l'Occident et ses alliés. Les sanctions prises contre la Russie sont une forme de guerre qui se traduit par des embargos et des blocus. Cette guerre économique est encore plus illimitée et sans frontières que la guerre militaire parce que la guerre militaire reste limitée, pour le moment en tout cas, au territoire de l'Ukraine et à des moyens conventionnels. Il reste heureusement au-dessous du seuil nucléaire, des bombes atomiques. Alors que sur le plan économique, on peut parler de guerre quasi totale.

### Une guerre pour le droit d'avoir ses propres idées sur la cohabitation sociale

C'est aussi une guerre culturelle, idéologique, une guerre de l'information, qui concerne tous les aspects de notre vie quotidienne. On voit bien que ce qui est en jeu, ce sont deux représentations du monde différentes, des différentes *Weltanschauungen*, l'idéologie libérale, ou plutôt néolibérale, cherchant à imposer la domination du laisser-faire économique et de la morale dite progressiste à des gens qui défendent leur droit à avoir leur propre vision de la vie en société.

C'est aussi une guerre de l'individualisme et des valeurs abstraites contre une vision plus traditionnelle et plus humaniste de la société humaine. J'entends par progressiste ce qui relève de l'idéologie LGBT, woke, diversitaire, multi-culti par rapport à une vision plus conservatrice, ou plus soucieuse de respecter l'héritage du vieil humanisme grec, latin, chrétien. Cette guerre est aussi illimitée dans l'espace parce qu'elle concerne l'ensemble de la planète et pas seulement deux pays. C'est l'ensemble des pays du monde qui sont concernés, pas seulement l'Europe, mais aussi l'OTAN, la Chine, l'Inde et les pays du Sud global. Pour l'Occident, il s'agit d'une question de survie. Il en va du maintien de son hégémonie sur le monde, qu'il exerce depuis cinq siècles. C'est pour cela que l'Occident, sous l'égide des États-Unis, veut aller jusqu'au bout de la guerre et «affaiblir la Russie» au maximum, comme l'a dit le secrétaire à la Défense américain lors de sa visite à Kiev fin avril.

### Réveil des pays non occidentaux

Cette dimension planétaire s'observe aussi par le réveil des pays non-occidentaux. La Chine soutient la Russie alors qu'elle avait toujours essayé de rester à l'écart et de conserver une certaine neutralité. Or elle a constaté qu'elle était obligée de prendre parti pour la Russie, car elle risquait de devenir la prochaine cible.

La même observation vaut pour l'Inde. L'Inde a toujours défendu le principe du non-alignement et gardé faire profil bas. Mais Delhi, en s'abstenant de sanctionner la Russie, la soutient de facto. Les Indiens ont pris conscience que c'est une occasion pour eux de s'affirmer sur la scène internationale et de liquider l'ancien colonialisme anglo-saxon dont ils ont été les victimes pendant deux siècles.

Enfin, on observe aussi un réveil en Afrique. De nombreux pays africains penchent du côté russe, de même que l'Arabie Saoudite, qui est pourtant un vieil allié des États-Unis. Après la débâcle afghane, ce pays commence à réfléchir et à prendre ses distances avec les États-Unis. Il est ainsi prêt à vendre son pétrole en yuans aux Chinois et non plus en dollars. Quant à l'Amérique Latine, on voit que le Brésil, l'Argentine, le Mexique, la Bolivie, Cuba, Venezuela, le Nicaragua mais aussi le Mexique sont aussi assez favorables à la Russie.

L'Europe, le Japon et les États-Unis se sont félicités en disant qu'ils avaient réalisé l'union sacrée contre la Russie. Or, en regardant de près la carte du monde, la situation est très différente. Seuls 37 pays ont adopté de sanctions économiques contre la Russie alors que 150 pays s'en sont bien gardés.

Conclusion: cette guerre est illimitée dans son spectre et dans son étendue, mais aussi dans le temps. Je pense qu'elle va durer. Elle ne va pas s'arrêter demain. Les opérations militaires vont probablement diminuer, et peut-être cesser dans quelques semaines ou dans quelques mois. Mais les autres domaines de la guerre, économique, culturel, idéologique, vont continuer. Le conflit marque un tournant qui annonce la fin de la globalisation néolibérale liée aux puissances maritimes et le commencement d'une forme nouvelle de globalisation, plus concentrée sur les continents. C'est le début de la fin de la domination de l'empire maritime anglo-saxon, de la Grande-Bretagne et des États-Unis, qui sont des îles, par rapport aux puissances continentales, incarnées par la Russie, la Chine, l'Inde, le Pakistan et l'Iran, qui sont des puissances terrestres. On assiste à la revanche des puissances continentales contre les puissances maritimes.

### Nouvelle phase d'opérations militaires

Quelques mots maintenant sur les opérations militaires. Du point de vue militaire, les combats sont entrés dans une nouvelle phase. Les opérations se concentrent à l'est de l'Ukraine et se déploient lentement, par grignotage, pas à pas. Les grandes infrastructures militaires de l'Ukraine, aéroports, centres de commandement, dépôts et usines d'armement, ayant été détruites dans la première phase, l'objectif des Russes consiste désormais à détruire le gros de l'armée ukrainienne qui se trouve concentrée dans le Donbass, où elle a pu se fortifier pendant huit ans. La progression est lente parce que les Russes ne veulent pas massacrer la population russophone et slave

qui habite ces régions. Contrairement à ce qu'on lit dans notre presse – il y a toujours beaucoup de victimes dans une guerre et je ne cherche pas à justifier la guerre – les Russes ne veulent pas tuer leurs propres amis, des populations qui sont proches d'eux. Cela n'aurait aucun sens, c'est pourquoi ils avancent avec précaution. Ils ne veulent pas appliquer la stratégie américaine, qui consiste à bombarder massivement et à tout détruire avant d'avancer. S'ils le faisaient, ils massacreraient leurs propres amis. Et la difficulté pour les Russes, c'est que l'armée ukrainienne a été réformée et entraînée depuis huit ans avec l'aide d'constructeurs américains, canadiens et anglais et que la troupe de conscrits est soigneusement encadrée par des bataillons de repréailles d'Azov. Les nationalistes extrémistes ukrainiens contrôlent donc l'armée régulière de conscrits et sont chargés d'éliminer les soldats qui voudraient se rendre ou éviter le combat. Leur tâche est d'autant plus facile que les Azov sont des Ukrainiens de l'Ouest qui méprisent les Slaves russophones et orthodoxes de l'Est. Ils parlent l'ukrainien et pas le russe. Pour eux, s'il y a des gens de l'Est qui meurent, ce n'est pas grave.

Parallèlement, une assistance militaire quasi illimitée est fournie à l'Ukraine en termes de livraisons d'armes, de fournitures de renseignements, de commandement et de conseils, d'entraînement de soldats en territoire étranger, de cyberguerre, de désinformation et d'opérations psychologiques. Ce soutien militaire et financier en provenance des trente pays de l'OTAN ne peut que prolonger les combats et augmenter le nombre des victimes.

Voilà pourquoi, sur le plan militaire, les opérations sur le terrain vont prendre du temps.

### Pourquoi la paix n'est guère possible à court terme

J'arrive maintenant à la deuxième partie de mon intervention: comment tout cela finira-t-il? Y a-t-il un espoir de paix? Je pense que la paix sera extrêmement difficile, voire impossible à court terme. D'abord parce que l'Ukraine, ou plutôt le gouvernement de *Zelenski*, ne veut pas et ne peut pas faire la paix. Pourquoi? Il existe une vidéo de 2019 où l'on voit *Zelenski*, après son élection, visiter le Donbass pour essayer de faire appliquer les *Accords de Minsk* que son pays avait signés. On le voit s'adresser au bataillon Azov et demander aux officiers de se replier et de retirer l'artillerie lourde à 18 kilomètres de la ligne de front, conformément aux *Accords de Minsk*. Sur cette vidéo, on voit alors les chefs du bataillon Azov menacer *Zelenski* et refuser de lui obéir. Conclusions: 1. ce n'est pas *Zelenski* qui dirige le pays, mais Azov et 2. négocier la paix, c'est mettre sa vie en danger, comme on l'a vu en mars dernier, quand les escadrons de la mort ukrainiens ont tué deux des négociateurs kiéviens parce qu'ils étaient jugés trop favorables à la paix et ont été soupçonnés de collusion avec l'ennemi russe.

La deuxième raison, c'est que les Américains, qui conseillent et dirigent le gouvernement ukrainien, ne veulent pas non plus la paix. Leurs dernières déclarations ont été très claires à ce sujet. Et comme l'a récemment dit l'ancien Président brésilien *Lula da Silva* (voir l'article page 6), c'est pourtant ce qu'on

# Sports, culture, musique: interdire tout ce qui est russe

## Le Premier ministre italien Draghi «déclare la guerre à la Russie»

par Manlio Dinucci\*

Dans son entretien avec *Rete 4 Mediaset*, le ministre russe des Affaires étrangères, *Sergueï Lavrov*, a soulevé une série de questions de la plus haute importance pour l'Italie et l'Europe. Cependant, personne dans le monde politique italien et européen ne les a prises en considération. Le Premier ministre *Mario Draghi* a rejeté l'interview avec ces mots:

«Nous parlons d'un pays, l'Italie, où il y a la liberté d'expression. Le ministre Lavrov appartient à un pays où il n'y a pas de liberté d'expression. Ce pays, l'Italie, permet aux gens d'exprimer librement leurs opinions, même lorsqu'elles sont manifestement erronées, aberrantes. Ce que le ministre Lavrov a dit est aberrant.»

Le gouvernement italien confirme ainsi non seulement qu'il a fait de l'Italie un pays belligérant, en se classant au quatrième rang des fournisseurs d'armes aux forces de Kiev, mais aussi qu'il recherche une confrontation totale avec la Russie.

\* *Manlio Dinucci*, auteur primé, analyste géopolitique et géographe, Pise, Italie. Il est chercheur associé au Centre de recherche sur la mondialisation (CRG).

Cela va dans le sens de ce qui se passe en Europe et aux Etats-Unis, où l'attaque contre tout ce qui est russe est en cours: tandis que les équipes de football féminin russes sont interdites des championnats européens, le Metropolitan Opera de New York expulse la soprano russe *Anna Netrebko*, parce qu'elle refuse de condamner son gouvernement.

Dans le même temps, la télévision italienne *RAI* invite à l'émission de talk-show *Porta a Porta* «les épouses des combattants du bataillon Azov», qui est présenté comme une poignée de résistants héroïques face à l'invasisseur russe.

A la campagne de recyclage des néo-nazis d'Azov participent également la chaîne de télévision *LA7* et les grands journaux italiens.

Pour démontrer la véritable nature du bataillon Azov, désormais élevé au rang de régiment de forces spéciales, voici un reportage du magazine *Time* d'il y a tout juste un an, avant que ce même magazine ne tourne la page en rejoignant la campagne internationale de soutien au régime de Kiev.

Un reportage de *Vittorio Rangeloni* depuis Mariupol démolit, à travers les témoignages des habitants de Mariupol eux-mêmes, l'image d'Azov présentée par le courant dominant italien et occidental.

### Notre vie est en jeu

La guerre avance, mais ce n'est pas celle que le mainstream politico-médiatique fait apparaître à nos yeux. Pour comprendre cela, il ne faut pas s'en tenir à l'image fixe de ce qui se passe en Ukraine. Il faut regarder le documentaire filmé des événements qui, de la fin de la Seconde Guerre mondiale à aujourd'hui, ont conduit à la situation actuelle.

Le moment est crucial où, après la fin de la guerre froide avec la désintégration de l'URSS, les Etats-Unis et les autres puissances occidentales imposent leur ordre unipolaire, leur hégémonie économique avec la mondialisation, leur pensée unique avec l'appareil multimédia tentaculaire, tandis que les Etats-Unis et l'OTAN démolissent par la guerre les Etats qui font obstacle à leurs plans de domination.

C'est dans ce contexte que se déroule l'opération militaire russe en Ukraine. Il ne s'agit pas seulement d'une réponse à l'escalade américano-OTAN, y compris l'escalade nucléaire, mettant en danger la sécurité de la Russie. C'est une réponse à la préention de l'Occident de maintenir un monde unipolaire sous sa propre domination. Cela ouvre le défi de la nouvelle période historique, celui de la construction d'un monde multipolaire.

Ce n'est pas une coïncidence si, après le martelage terroriste quotidien sur la menace mortelle du virus, le courant dominant effectue maintenant le martelage terroriste quotidien sur la menace mortelle de la Russie, en diabolisant le Président *Vladimir Poutine*. Alors que l'Union européenne rompt de manière suicidaire les liens économiques et démolit les ponts culturels séculaires avec la Russie, il appartient aux peuples d'Europe de faire les choix à non plus différer dont dépendent notre avenir et nos vies mêmes. •

Source originale: *Global Research*, copyright © *Manlio Dinucci*, [www.globalresearch.ca](http://www.globalresearch.ca) du 06/05/2022

(Traduction *Horizons et débats*)

### «L'Europe ne peut que perdre»

suite de la page 1

aurait attendu d'eux. Les Etats-Unis feront tout ce qui est en leur pouvoir pour ruiner la Russie et la renvoyer au XIX<sup>e</sup> siècle (ce qui a fait sourire les Russes puisque la Russie n'a jamais été aussi étendue qu'au XIX<sup>e</sup> siècle!). *Joe Biden* a aussi un autre objectif en vue, qui est de gagner les élections de mi-mandat qui auront lieu en novembre. En butte aux critiques des Républicains qui l'accusent d'être trop mou, il est aussi poussé à la surenchère et a tout intérêt à exacerber la guerre pour grimper dans les sondages et faire oublier sa gestion plus que controversée des affaires nationales et de l'économie.

Les Russes eux aussi ne veulent pas la paix maintenant, dans la mesure où leurs objectifs militaires et politiques n'ont pas encore été atteints. Les Russes ont posé trois conditions: dénazification, neutralisation et reconnaissance de l'indépendance de la Crimée et du Donbass. Pour le moment, ces objectifs n'ont été réalisés qu'à 50%. Ce n'est pas suffisant. La démilitarisation a partiellement eu lieu, mais il reste de l'armée du Donbass à vaincre, et surtout la neutralité de la future Ukraine à obtenir. Ce que les Russes appellent dénazification, soit la cessation de la mainmise de l'extrême-droite nationaliste et des Azov sur la vie politique et militaire ukrainienne, est aussi à mi-chemin. La victoire de Mariupol, capitale d'Azov, et la «libération» des provinces côtières a été une étape importante mais il reste encore la région de Kharkiv et le reste du Donbass à «dénazifier».

### Boutcha: accélérateur de feu de l'hystérie anti-russe

Il existe encore une autre raison pour laquelle la paix est impossible, c'est Butcha et son «massacre» médiatisé. En se retirant de la région de Kiev à la fin mars à la suite des négociations qui avaient lieu en Turquie, les Russes se sont retrouvés confrontés à l'affaire de Butcha, qui relève manifestement, pour une bonne part, d'une mise en scène savamment organisée. A l'évidence, les victimes de Butcha sont mortes des conséquences de la guerre. Ce sont des victimes de guerre, et c'est un drame que nous devons tous reconnaître, surtout quand il s'agit de civils. Mais ces victimes civiles n'ont pas forcément été l'objet d'un massacre russe. Ces gens ont aussi été tués par des bombardements, et notamment par des bombardements ukrainiens puisque la ville était occupée par les Russes et qu'elle a donc été bombardée par l'armée ukrainienne et a fait l'objet d'intenses combats pendant quatre semaines.

Il est possible qu'il y ait eu des exactions commises par les soldats russes. Il y en a dans toutes les guerres et il serait étonnant qu'il y en ait eu aucune à Butcha pendant les

«L'Occident ne cesse de dire qu'il mène la guerre de la démocratie et des droits de l'homme contre la dictature et le fascisme russes. [...] Si l'on regarde les choses de près, on constate qu'on a aussi supprimé la liberté de la presse chez nous, en bannissant des médias russes. Or il s'agit d'une atteinte profonde à la liberté d'opinion et de la presse. Quand je vais à la télévision pour présenter un point de vue critique, on ne me laisse pas parler. On observe aussi une très grave atteinte au droit de la propriété pourtant garanti par l'Etat de droit et les constitutions nationales. »

semaines d'occupation. Il ne faut donc pas exclure cette hypothèse. Mais on ne peut pas non plus exclure qu'il y ait eu des civils massacrés par les escadrons de la mort d'Azov et du groupe Safari qui ont ratissé la ville pendant les deux jours qui ont séparé le départ des troupes russes de la révélation du «massacre» de Butcha. Il faut rappeler que ces soldats ukrainiens ont officiellement annoncé sur leurs sites qu'ils allaient éliminer «les saboteurs et les complices des Russes» qui étaient soupçonnés d'avoir pactisé avec l'ennemi en acceptant des biscuits, de l'eau ou de la nourriture des Russes.

Tout cela signifie qu'à Butcha, il y a plusieurs sortes de victimes qui sont décédées pour des raisons différentes, mais qu'on attribue exclusivement à des crimes de guerre, à des crimes contre l'humanité, voire à un «génocide» commis par les Russes. Même les photos satellites obligeamment fournies par une société américaine sous contrat avec le Pentagone sont hautement suspectes. Ce qui est certain en revanche, c'est que le crime, s'il y a crime, profite uniquement aux Ukrainiens et aux Occidentaux. Ce qui renforce la présomption d'une mise en scène, ou en tout cas d'un grossier arrangement avec la vérité.

Car l'affaire, et la médiatisation qui a suivi, avec son cortège de journalistes amenés en bus et encadrés par des officiers ukrainiens et ses processions de dirigeants occidentaux qui se sont rendus sur les lieux dans une sorte de tourisme macabre, auront servi à hystériser l'opinion publique européenne et ukrainienne contre la Russie. L'avertissement est désormais clair pour tout le monde: les Ukrainiens savent que s'ils collaborent avec les Russes, ils seront impitoyablement liquidés. De même, ceux qui ont pris parti pour les Russes à l'est et au sud savent qu'ils n'ont plus d'autre choix: tout retour à un régime ukrainien dominé par les nationalistes leur est interdit sous peine de mort.

J'ai vécu la même scène à Sarajevo pendant la guerre en 1993, avec le même type de scénarisation destinée aux médias occidentaux et les mêmes effets sur les combattants. Ce type de montage ne sert qu'à renforcer le plus extrémistes dans les deux camps et à

conduire à des pogroms et à des massacres. Ils agissent comme des prophéties auto-réalisatrices. Le but est de rendre les deux parties irréconciliables. Je n'accorde pas non plus beaucoup de crédit aux témoignages individuels télévisés ou radiodiffusés. Et quand on voit à la télévision des vieilles dames proclamer que: «Oui, les Russes ont massacrés, ont fait ceci ou cela», les journalistes européens prennent cela pour argent comptant: «Voilà des témoignages des crimes de guerre russes.» Mais comment les prendre au sérieux quand on sait que ces survivants craignent probablement pour leur vie parce qu'ils ont vu les bataillons Azov à l'œuvre et savent que ces derniers viendront leur demander des comptes si elles ne témoignent pas dans le sens voulu. Ils ne vont pas prendre le risque de dire la vérité dans un tel contexte.

### L'Europe sans raison

Encore un mot sur l'Europe. On a vu que les Etats-Unis ne voulaient pas la paix, puisque tant que la guerre durera, ils pourront vendre leur gaz, leur pétrole et leurs armes, et pourront consolider leur domination sur l'Europe. Mais l'attitude des Européens est pour moi un mystère. Je ne comprends pas l'intérêt des Européens à devenir hystériquement antirusses, dans la mesure où, objectivement, ils devraient trouver un moyen de collaborer avec la Russie. L'industrie allemande et l'agriculture française devront acheter leur pétrole, leur gaz et leurs engrais beaucoup plus cher, et risquent de ne plus être compétitifs. L'Europe va dépenser et s'endetter encore davantage. L'Allemagne a annoncé 100 milliards d'Euros de crédits militaires. C'est autant de perdu pour la population. Il va aussi falloir financer et entretenir cinq millions de réfugiés ukrainiens en Europe. Pour le moment la situation reste gérable, mais qu'en sera-t-il dans deux ans? De même, on ne peut pas isoler la Russie, qui est quasiment autonome sur le plan de l'énergie et des ressources alimentaires et qui, de plus, peut continuer à commercer avec des pays qui représentent près des deux tiers de l'humanité.

Donc l'Europe ne peut que perdre. La manière dont elle gère ce conflit montre la

faiblesse et l'incompétence de ses dirigeants qui n'ont aucune vision stratégique et à long terme, et ne réagissent que sous l'emprise des émotions immédiates.

### Dommages à la démocratie et à l'Etat de droit

En conclusion, je pense que cette guerre va durer. Elle ne va pas s'arrêter demain. Les deux camps ayant conscience du danger d'une escalade nucléaire, on aura plutôt affaire à une guerre d'intensité moyenne, comme en Afghanistan et en Iraq, et qui risque de durer des années.

Par conséquent, nous aurons à nouveau une Europe coupée en deux. Un nouveau rideau de fer va s'établir, 1 000 km plus à l'est que le précédent. C'est dire que les tensions à long terme ne vont pas baisser. Une autre conséquence, c'est ce que j'appelle la soviétisation de nos Etats. L'Occident ne cesse de dire qu'il mène la guerre de la démocratie et des droits de l'homme contre la dictature et le fascisme russes. Ce qui est faux parce qu'en réalité, il faut s'attendre à un durcissement des deux côtés. Il y aura un durcissement du régime russe mais aussi chez nous. Si l'on regarde les choses de près, on constate qu'on a aussi supprimé la liberté de la presse chez nous, en bannissant des médias russes. Or il s'agit d'une atteinte profonde à la liberté d'opinion et de la presse. Quand je vais à la télévision pour présenter un point de vue critique, on ne me laisse pas parler. On observe aussi une très grave atteinte au droit de la propriété pourtant garanti par l'Etat de droit et les constitutions nationales. Quand on confisque 300 milliards de Dollars qui appartiennent au peuple russe et des milliards aux oligarques, il s'agit d'une violation de la propriété privée pourtant réputée inviolable. Et je parle bien de chez nous, de nos banques, de la Suisse, et pas de Moscou. Tout cela porte gravement atteinte aux personnes, dont les Lumières et le droit ont pourtant garantis les droits. On peut comprendre qu'on prenne des sanctions contre des Etats, à condition que ce soit conforme au droit international, ce qui n'est pas le cas ici. Mais que des Etats occidentaux censés être des modèles en matière de respect de droits de la personne, se comportent ainsi, c'est inédit dans l'histoire démocratique de ces derniers siècles. Les pays qui ont commis ce genre de forfaits étaient des dictatures. C'est ce qu'a fait par exemple l'Allemagne nazie en spoliant les Juifs de leurs avoirs pendant les années 1930, sous le seul prétexte qu'ils étaient juifs. Et c'est pourtant ce que fait aujourd'hui l'Europe, notre Europe, à l'égard des Russes, sous prétexte qu'ils sont Russes. On ne peut qu'espérer que ces actes ne mènent pas aux tragiques conséquences que nous avons connues par le passé.

Je vous remercie de votre attention. •

<sup>1</sup> <https://www.antithese.info/videos-antithese/gabriel-galice>

# Ukraine: la guerre pour le mondialisme

par le Colonel Douglas Macgregor\*



Douglas Macgregor  
(photo realclearpolitics.com)

La guerre par procuration de Washington en Ukraine est un projet mondialiste visant à transcender la continuité de l'histoire, de la culture et de la géographie incarnée par l'Etat-nation.

Pendant la campagne aérienne de 1999 au Kosovo, le Président Bill Clinton a déclaré aux Américains: «C'est de cela qu'il s'agit dans cette affaire du Kosovo .... C'est le mondialisme contre le tribalisme.»

En 1999, très peu d'Américains ont prêté attention aux remarques de Bill Clinton. Le Kosovo était encore un autre conflit sur le sol d'un autre pays, avec peu ou pas de rapport avec la vie quotidienne en Amérique. Franchement, l'utilisation par M. Clinton du mot «tribalisme» a probablement dérouter de nombreux Américains. Pour la plupart des Américains, le nationalisme signifie la dévotion au pays, la disposition du citoyen américain, en cas de crise ou de conflit, à placer les besoins du pays au-dessus de ceux du citoyen. Les nationalistes américains ne sont pas des tribaux. Ils veulent protéger et défendre les Etats-Unis, leurs institutions historiques et les droits inscrits dans leurs lois, et non déclencher des guerres.

Le terme «mondialisme» a depuis évolué pour signifier bien plus que le libre-échange et la courtoisie entre les nations. Aujourd'hui, l'Etat-nation occidental et le nationalisme qu'il inspire sont condamnés par les mondialistes comme étant les sources de préjugés, d'exclusivité et de guerre. Rétrospectivement, l'utilisation du terme «globalisme» par Clin-

ton s'inscrit dans la continuité de la guerre par procuration de l'administration Biden contre la Russie.

Pour la classe politique dirigeante contemporaine de Washington, le mondialisme implique davantage que l'achat de produits fabriqués par une main-d'œuvre bon marché dans des pays non occidentaux. Le mondialisme dirigé par Washington promet désormais la dissolution des formes politiques et sociales traditionnelles de l'organisation humaine – gouvernements nationaux, frontières, identités, cultures – et les remplace par un monde de consommateurs unis uniquement par leur dépendance vis à vis d'entreprises inertes, d'organisations non gouvernementales (ONG) irresponsables et d'institutions supranationales.

En d'autres termes, le mondialisme est désormais synonyme de la vision de la gauche progressiste de l'ordre de sécurité international libéral d'après-guerre qui doit s'étendre pour survivre. La guerre par procuration de Washington en Ukraine est le projet mondialiste de transcender la continuité de l'histoire, de la culture et de la géographie incarnée par l'Etat-nation, d'homogénéiser des peuples disparates dans le processus d'assimilation des changements sociaux et technologiques rapides. En ce sens, le récent appel du président ukrainien Volodymyr Zelensky à Washington et à ses partenaires stratégiques pour établir un contrôle mondial des armes nucléaires russes s'aligne parfaitement sur la vision mondialiste progressiste de l'administration Biden.

Et c'est là que réside le problème. Les nations et leurs peuples n'évoluent pas dans le vide et ne renoncent pas à leur existence sans se battre.

Ces points devraient alerter Washington sur le fait que sa guerre par procuration pour le mondialisme en Ukraine implique l'identité nationale, une force dynamique qui suscite les émotions humaines les plus profondes. Pourtant, ce ne sont pas seulement deux types de nationalisme, ukrainien et russe, enracinés dans la langue, la culture et l'histoire, qui sont en conflit. Le mondialisme de Washington, sous le couvert de l'expansion

de l'OTAN, remet directement en question l'identité et la culture nationales russes. C'est le rôle géographique unique de la Russie, qui relie les civilisations européenne et asiatique, ainsi que sa culture chrétienne orthodoxe – un système de croyance consacré par l'idéologie actuelle de l'Etat russe et sa politique étrangère et de sécurité – qui sont menacés.

A la lumière des interventions militaires de l'OTAN dirigées par les Etats-Unis dans les Balkans, en Afghanistan et en Irak, il est fondamentalement malhonnête de prétendre que l'empêchement de l'OTAN sur la frontière occidentale de la Russie est bénin. Mais il est bien plus dangereux d'ignorer la vérité selon laquelle, aux yeux de Moscou, l'expansion de l'OTAN en Ukraine est inextricablement liée à l'extension du mondialisme à la Russie.

Les déclarations des secrétaires d'Etat et de la Défense des Etats-Unis selon lesquelles Washington veut «affaiblir» la Russie montrent clairement que l'«ordre fondé sur des règles» prétendument bienveillant de Washington n'est d'aucune utilité pour la Russie. En fait, ces déclarations ne font que confirmer dans l'esprit des Russes la conviction que les Etats-Unis sont un co-belligérant dans la guerre de l'Ukraine pour l'expansion de l'OTAN.

La suggestion selon laquelle la Pologne, enfant sauvage proverbial de l'OTAN, fournirait à l'Ukraine des forces dites de «maintien de la paix» est peut-être encore plus importante. La domination de la majeure partie de l'Ukraine pendant près de 400 ans par la Pologne, n'est pas un secret pour les Européens, ni le fait que la Moldavie (techniquement roumaine) ait été pendant 300 ans un Etat vassal de l'Empire ottoman. L'empressement apparent de Washington à introduire des forces polonaises revanchardees en Ukraine occidentale et, potentiellement, des forces roumaines revanchardees en Moldavie suggère que les mondialistes de Washington feront tout pour nuire à la Russie, même si cela implique de faire avancer les ambitions territoriales des ennemis historiques de la Russie.

La guerre met toujours à l'épreuve la légitimité de ceux qui gouvernent les Etats en guerre, ainsi que la résilience de leurs sociétés. Cette observation s'applique autant à l'administration Biden qu'aux gouvernements de Zelensky et de Poutine. Alors qu'il préside à la crise fiscale, à la pénurie et à la montée de la criminalité en Amérique, et qu'il affiche son ignorance délibérée de l'Europe de l'Est et de ses peuples, le président Biden et ses partisans au Congrès remuent la marmite du régionalisme qui pourrait rapidement déborder avec des conséquences dangereuses pour Washington et ses partenaires de l'OTAN. Comme Sigmund Freud l'a écrit à propos du prédécesseur «internationaliste» de Biden, Woodrow Wilson, Biden «a une merveilleuse capacité à ignorer les faits et à croire ce qu'il veut». Il est toutefois beaucoup plus difficile aujourd'hui qu'en 1917 de tromper les Américains.

Washington a activement cultivé la guerre entre l'Ukraine et la Russie pendant de nombreuses années, en mettant le nationalisme ukrainien – une force incendiaire que les mondialistes prétendent détester – au service de leur cause. Cela a fonctionné. Aujourd'hui, les mêmes mondialistes prolongent la guerre avec des armes, des conseils et des encouragements, même si l'Ukraine est détruite.

Au cours des 30 dernières années, l'importance excessive accordée par Washington à l'assistance et à l'intervention militaires dans le but de changer de régime a entraîné les Etats-Unis dans des conflits et des crises dans les Balkans, au Proche-Orient, en Afrique du Nord et en Asie du Sud-Ouest. Les nationalistes américains ne sont pas responsables de la guerre actuelle en Ukraine ou des trois dernières décennies de guerres autodestructrices de Washington. Mais les nationalistes américains sont plus que jamais nécessaires pour arrêter la guerre mondialiste visant à détruire la Russie avant que cette guerre ne se propage comme un cancer en Europe de l'Est. •

Source: «The American Conservative» du 4 mai 2022 (Reproduction avec autorisation de l'auteur)

(Traduction Horizons et débats)

## «Pas en notre nom!»

### Lettre ouverte des citoyennes et citoyens américains au Président Joe Biden

Monsieur le Président

Les soussignés expriment avec force et sans ambiguïté leur opposition à votre politique à l'égard de l'Ukraine. Votre stratégie rapproche de plus en plus le monde d'une guerre nucléaire avec la Russie, et d'une autre guerre mondiale. Récemment, vous avez demandé au Congrès d'envoyer encore plus de fonds à l'Ukraine afin de l'aider à acheter plus d'armes pour le conflit militaire avec la Russie.

«Nous devons donc fournir des armes, des fonds, des munitions [...] pour qu'ils continuent ce qu'ils font», avez-vous déclaré le 28 avril en demandant encore quelque 33 milliards de dollars de fonds publics pour soutenir l'Ukraine. «Une assistance militaire solide» pour l'Ukraine est votre expression. Reuters a rapporté que «le président Joe Biden a demandé au Congrès 33 milliards de dollars pour soutenir l'Ukraine» et a qualifié cette demande d'«escalade spectaculaire du financement américain de la guerre avec la Russie».

Dans le même temps, la réunion de l'OTAN dirigée par les Etats-Unis qui s'est tenue le 27 avril à Ramstein, en Allemagne, a exhorté les membres de l'OTAN à fournir un soutien militaire accru à l'Ukraine, l'Allemagne promettant d'envoyer 50 armes anti-aériennes Cheetah automotrices. Nous rejetons votre escalade de ce conflit, que nous considérons comme dangereuse et une provocation.

La réponse de la Russie? Quelques jours avant l'appel de Joseph Biden au Congrès, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a répondu au soutien militaire accru des Etats-Unis à l'Ukraine en déclarant qu'il y avait un risque «sérieux» de guerre nucléaire sur le conflit. «C'est réel. Il ne faut pas le sous-estimer», a-t-il déclaré.

Voulons-nous risquer une guerre nucléaire? Le journaliste indépendant Glenn Greenwald a récemment déclaré: «Quelle que soit votre

opinion sur les dimensions morales de cette guerre, il est difficile de nier que c'est le moment le plus dangereux de la politique étrangère américaine depuis deux décennies. Chaque semaine, l'implication des Etats-Unis et de l'OTAN dans cette guerre s'intensifie, alors que la Russie met explicitement en garde contre une guerre nucléaire. A quoi bon?»

Nous déclarons par la présente que votre escalade de ce conflit en tant que président des Etats-Unis n'a pas été faite en notre nom.

Vous n'avez pas non plus agi en notre nom lorsque vous avez participé, en tant que vice-président des Etats-Unis, au coup d'Etat de 2014 en Ukraine qui a renversé les dirigeants officiellement élus de ce pays. A cette époque, une conversation téléphonique de votre collaboratrice Victoria Nuland (secrétaire d'Etat adjointe sous le Président Barak Obama) a révélé comment elle a imposé des dirigeants à placer dans le nouveau gouvernement en Ukraine. La transcription de cette conversation a également révélé votre propre implication directe dans cette ingérence dans un Etat-nation étranger. Cette intrusion dans les affaires intérieures d'une nation souveraine n'a pas non plus été commise en notre nom.

Vous avez nommé cette même fonctionnaire, Victoria Nuland, sous-secrétaire d'Etat aux affaires politiques. A ce poste, elle a récemment dû admettre que l'Ukraine possède des laboratoires biologiques, que les Etats-Unis sont impliqués dans ces laboratoires et qu'ils s'inquiètent de ce que la Russie fasse de leur contenu dangereux si elle s'en emparait.

«L'Ukraine possède des installations de recherche biologique dont nous craignons maintenant que les troupes russes ne cherchent à prendre le contrôle», a déclaré M<sup>me</sup> Nuland. «Nous travaillons donc avec les Ukrainiens sur la manière dont ils peuvent

empêcher que ces matériels de recherche ne tombent entre les mains des forces russes si elles s'approchent.»

Certains de ces mêmes laboratoires biologiques ukrainiens sont ceux dans lesquels votre propre fils, Hunter Biden, quelques mois seulement après le coup d'Etat politique mené par les Etats-Unis en Ukraine en 2014, a investi de l'argent par le biais de la société américaine *Metabiota* qui collabore avec le ministère de la Défense. Des preuves supplémentaires ont été récemment présentées, prouvant effectivement l'implication des Etats-Unis dans les laboratoires biologiques ukrainiens.

Cette étrange et troublante implication des Etats-Unis dans des laboratoires biologiques à la frontière de la Russie – avec une implication directe de votre propre famille – n'est pas non plus faite en notre nom.

Et rappelons également que les Etats-Unis n'ont pas une bonne position morale lorsqu'il s'agit de condamner les guerres d'agression injustes. L'histoire récente des Etats-Unis est marquée par de multiples invasions militaires d'Etats souverains – ou par un soutien militaire et tactique à d'autres Etats –, notamment l'invasion injuste de l'Irak en 2003, qui a fait des centaines de milliers de victimes civiles, mais aussi en Afghanistan, en Libye et en Syrie.

En ce moment dangereux de l'histoire, les Etats-Unis doivent exercer leur pouvoir pour devenir une force de paix juste, en exhortant la Russie et l'Ukraine à s'approcher de la table des négociations aboutissant à des compromis qui permettraient et garantiraient la paix dans la région.

Les Etats-Unis ne doivent pas s'engager dans une politique d'escalade du conflit avec la Russie qui pourra entraîner la mort de millions d'innocents. Les provocations cumulées auront de graves conséquences.

Signataires

Michelle Bachmann, Dean, Regent University Dr. Chuck Baldwin, Pastor, Author, Columnist, Radio Talk Show Host, Presidential Nominee; Donna F. Bethell, Esq.; Walter E. Block, Ph.D., Harold E. Wirth Eminent Scholar Endowed Chair and Professor of Economics Loyola University New Orleans; Rev. Ronald Charles Buxton, Pastor, Van Horn Community Church; Dr. Peter Chojnowski, philosopher and director of Sister Lucy Truth; Patrick Delaney, journalist; Sean Feucht, Founder, Let Us Worship; Doug Fuda, Catholics Against Militarism; Matt Gaspers, Managing Editor, Catholic Family News; The Most Reverend Bishop René Gracida; Carrie Gress and Noelle Mering, TheologyofHome.com, Fellows, Ethics & Public Policy Center Scholars, Institute for Human Ecology, Catholic University of America; Fr. Douglas Hauber; Dr. Robert Hickson (USA ret.), retired professor of literature and military history; Dr. Maïke Hickson, journalist; Steve Jalsevac, Co-Founder of LifeSiteNews.com; Jim Jatras, retired former U.S. diplomat, GOP Senate foreign policy adviser; Jason Scott Jones, movie producer, founder of the Vulnerable People Project, host of The Jason Jones Show; Dr. Clifford A. Kiracofe; Charlie Kirk, Co-Founder, Turning Point USA; Dr. Thaddeus Kozinski, Philosopher, Teacher, and Author; Edward Lozansky, President, American University in Moscow; Jack Maxey, journalist and political analyst; Brian M. McCall, Editor-in-Chief, Catholic Family News; Eugene G. McGuirk, BA, MA, MBA, Deacon and Educator; Eric Metaxas, Author of Bonhoeffer, and the upcoming Letter to the American Church; Hon. Andrew P. Napolitano, former jurist, constitutional scholar, and legal commentator; Fr. David Nix, Diocesan hermit; Jack Posobiec, Editor, Human Events; Pastor David Reinwald, Kissinger's Church, Wyomissing, Pa; Eric Sammons, Editor-in-Chief, Crisis Magazine; Dr. Michael Sirilla, Professor of Theology, Franciscan University of Steubenville; Beverly Stevens, REGINA Magazine; Larry Taunton, Executive Director of the Fixed Point Foundation; Frank Walker, Editor, Canon212.com; John-Henry Westen, co-founder and editor-in-chief of LifeSiteNews.com; Sir Owen Samuel Whitman, GCS, political commentary and consultant; Michael Yon, War Correspondent/author; Elizabeth Yore, Esq., Founder, YoreChildren; John Zmirak, Ph.D., Senior Editor, The Stream

(Traduction Horizons et débats)

Les USA, l'OTAN, l'Union Européenne, l'Ukraine et la Russie

## Que s'est-il passé avant le 24 février 2022?

par Karl Jürgen Müller

Depuis que la guerre existe, on a toujours accusé l'ennemi des pires atrocités: Confrontés aux déclarations sur le plan politique, c'est ce que nous devons garder à l'esprit. Mais l'escalade dans le dénigrement de l'ennemi se fait toujours au détriment de la paix. Par conséquent, ceux qui aspirent à la paix devront se tourner vers d'autres voies.

En comparant les déclarations actuelles de la Russie, de l'Ukraine et même celles de nos propres pays, on s'aperçoit que la Russie est beaucoup moins agressive que l'Ukraine ou les pays occidentaux, ce qui pourrait indiquer une porte laissée ouverte par la Russie à une solution négociée, alors qu'en revanche le camp occidental, c'est-à-dire les pays de l'OTAN et leurs alliés – et cela inclut certains courants d'opinion en Suisse – ont jusqu'à présent tous misé sur la guerre.

Lors du *Bal de la Presse* du 29 avril, l'ambassadeur ukrainien en Allemagne, *Andrei Melnyk*, a une fois de plus démontré à quel point nos pays se situent du côté de la guerre et quel rôle moteur y jouent nos médias. Il suffit pour cela de rappeler le contenu de son tweet du 30 avril: «*Chers journalistes allemands, un grand merci pour votre indéfectible engagement. Ce n'est qu'avec votre aide et votre soutien que l'Ukraine pourra gagner cette guerre.*»

Mais il faut également citer la réponse tweetée d'un certain *Uwe Schmidt*:

«*Vous, Monsieur Melnyk, vous êtes un homme politique. Vous avez reçu de votre président la mission de vous procurer de l'argent et des armes. Quand un politicien comme vous remercie des journalistes, cela devrait alerter les journalistes indépendants: Vous, les journalistes, vous seriez-vous laissés embrigader à des fins politiques?»*

### Où sont les analyses rigoureuses?

Le citoyen, lui, voudrait bien que soient menées des analyses rigoureuses sur les causes et les véritables raisons qui ont conduit

à la guerre en Ukraine. Dans l'esprit d'une paix équitable, en effet, il est nécessaire d'en déterminer les causes et les circonstances, non seulement en termes abstraits, mais aussi sur le plan concret.

Le grand problème, lorsqu'on cherche à déterminer les véritables raisons et origines d'une guerre, c'est que la plupart des documents nécessaires à un tel travail de recherche ne sont pas encore disponibles. Ne serait-il donc pas normal d'être plutôt réticent à porter des jugements définitifs sur les raisons et le déroulement d'une guerre, et encore moins sur ceux qui en ont été responsables, alors même que celle-ci fait rage?

### Les éléments dont on dispose à ce jour

On connaît cependant déjà un peu mieux la guerre en Ukraine, ses causes et ses raisons. Voici quelques pistes à suivre, qui devront faire l'objet d'études approfondies.

#### 1° Un conflit aux dimensions mondiales

On ne peut pas évaluer correctement la guerre en Ukraine si on la réduit à un conflit russo-ukrainien. Au contraire, il s'agit de la montée en puissance fatale d'un conflit qui dure depuis de nombreuses années entre les Etats-Unis, l'OTAN et l'UE d'une part, et la Russie – mais pas seulement la Russie – d'autre part. Malgré tout ce qui a pu être dit et espéré dans le monde entier, la Guerre froide n'a pas vraiment pris fin en 1990/1991. Dans ces années-là, justement, le gouvernement américain et ses alliés ont cherché à diriger et contrôler la Russie – le plus grand pays du défunt bloc soviétique, encore doté de l'arme nucléaire – et même à l'affaiblir encore plus («la stratégie de choc») en l'intégrant dans la globalisation néolibérale, en exploitant ses matières premières et, au besoin, en la faisant éclater en plusieurs morceaux. Un discours occidental empreint de préjugés à l'encontre de la Russie («l'ennemi russe») se développait, bien avant le 24 février 2022, en une véritable campagne de dénigrement, renouant plus ou moins directement avec la rhétorique occidentale de la Guerre froide.

#### 2° D'alliance défensive, l'OTAN est devenue offensive

Dans les années 1990, les dirigeants politiques russes ont été incapables de s'opposer à la volonté de puissance des Etats-Unis et de leurs alliés, alors même qu'à l'époque pourtant, la Russie considérait que l'élargissement de l'OTAN vers l'Est était une menace à son encontre tout comme à celle de la paix et qu'il était l'expression d'un plan américain de domination mondiale; toutefois elle était alors dans l'incapacité d'y faire opposition. C'est bien plus tard, en 1999, lors de la guerre d'agression de l'OTAN contre la Serbie (la nouvelle stratégie de l'OTAN ayant été mise au point pendant ce conflit), que le gouvernement russe a compris que l'OTAN était devenue une alliance d'agression au service des projets américains de domination mondiale. L'élargissement de l'OTAN à l'Est était un élément essentiel de ce projet de domination.

#### 3° 20 ans de résistance de la Russie

En l'an 2000, le président *Poutine*, nouveau dirigeant politique de la Russie, s'est efforcé de reconstruire le pays après les désastreuses années 1990 et de réduire l'influence des Etats-Unis dans le pays. De plus en plus, il s'est opposé à la politique d'expansion mondiale des Etats-Unis et a fait renaître les capacités militaires russes, en particulier suite à la résiliation par les Etats-Unis d'importants accords de contrôle des armements. En matière de politique étrangère, la Russie a également renforcé ses relations et son influence au cours des 20 dernières années: en Afrique, au Proche-Orient, en Asie centrale et dans la partie orientale de l'Asie.

Tandis que, lors des deux guerres de Tchétchénie, le gouvernement américain – ainsi que des islamistes de différents pays – s'était alors rangé aux côtés des adversaires de la Russie, le gouvernement russe a tout de même apporté son soutien aux Etats-Unis et leurs alliés lors de l'invasion de l'Afghanistan en 2001. Mais lors de la guerre menée par les Etats-Unis et leur «coalition de volontaires» contre l'Irak en 2003, la situation avait déjà évolué considérablement. A l'époque, la position russe bénéficiait encore du soutien des gouvernements allemand et français. En 2007, lors de la Conférence sur la sécurité de Munich, le discours de Vladimir Poutine a été le point de départ d'une offensive critique franche et radicale de la Russie contre la politique étrangère américaine. Poutine y a évoqué la quête des Etats-Unis en vue de la «domination mondiale monopolistique», la jugeant être «inacceptable du monde entier». Il a critiqué l'élargissement de l'OTAN vers l'Est et mis l'OTAN en garde contre une «utilisation incontrôlée de la force armée». L'OTAN aurait «manqué aux garanties qui nous [la Russie] ont été assurées [...]». Le système de défense antimissile que les Etats-Unis prévoient de mettre en place en Europe constituerait également une menace pour la Russie.

Parallèlement, le gouvernement russe s'est efforcé d'entretenir de bonnes relations avec les autres pays européens, l'UE et l'Allemagne en particulier. Les bonnes relations inter-états, recherchées par tous les pays européens, reposaient en grande partie sur le renforcement intensif des relations économiques. Le gouvernement russe avait même évoqué un espace économique commun allant de Lisbonne à Vladivostok.

#### 4° Révolutions de couleur, ultra-nationalistes et nouveaux membres de l'OTAN

En 2008, l'OTAN encouragea deux autres pays limitrophes de la Russie – l'Ukraine et la Géorgie – de déposer des demandes d'adhésion même si, dans un premier temps, aucune négociation n'a été engagée en raison de l'opposition de l'Allemagne et de la France. Quelques années auparavant, les dirigeants politiques de la Géorgie (2003) et de l'Ukraine (2004) avaient été renversés par des «révolutions de couleur». Les nouveaux gouvernements empruntaient immédiatement une attitude pro-occidentale et hostile à la Russie. En Ukraine, *Viktor Iouchtchenko*, fraî-

chement élu à la présidence, encouragea les mouvements nationalistes ukrainiens et, en 2010, promut *Stepan Bandera* «héros national ukrainien». Pendant la Seconde Guerre mondiale, Bandera se battit contre le pouvoir soviétique, occasionnellement aux côtés de l'armée allemande, et son *Organisation des nationalistes ukrainiens* (OUN) participa activement au massacre de juifs ukrainiens.

Quant au gouvernement russe, il manifesta clairement son opposition à l'adhésion de la Géorgie et surtout de l'Ukraine à l'OTAN. Lors du court conflit armé géorgien de 2008, la Russie a prouvé – comme par la suite en soutenant militairement le gouvernement syrien – qu'elle était prête à recourir, en cas de confrontation avec une politique américaine dirigée contre la Russie, aux forces militaires en dehors de ses frontières aussi.

#### 5° L'Ukraine – instrumentalisée par la politique étrangère des USA

Dans les années 90, l'Ukraine était déjà instrumentalisée par les Etats-Unis dans le but d'affaiblir la Russie. En témoignent les thèses de *Zbigniew Brzezinski*, ancien conseiller américain en matière de sécurité. Dès les années 1990, les Etats-Unis ont tenté de faire entrer l'Ukraine dans leur sphère d'influence et ont dans ce but procédé à des investissements massifs. Le pays lui-même, après son accession à l'indépendance en 1991, n'a pas pu se relever économiquement – fait qui est encore valable à ce jour – bien qu'il soit riche en bonnes terres agricoles et doté d'un fort potentiel industriel. La corruption dans le pays a toujours constitué un problème majeur et, associée au déclin économique, elle a largement contribué au mécontentement de la population envers ses dirigeants politiques, qu'ils soient pro-russes ou pro-occidentaux. Ce mécontentement a été le point de départ de la politique de subversion occidentale, tant en 2004 lors de la «Révolution orange» (d'énormes manifestations ont conduit à un nouveau scrutin présidentiel et *Viktor Ianoukovitch*, plutôt favorable à la Russie et élu au premier tour, a été remplacé par *Victor Iouchtchenko*, plutôt favorable aux Etats-Unis), qu'en 2013/2014 lors des manifestations du Maïdan (qui ont conduit à la violente destitution du président *Ianoukovitch*, élu en 2010). En 2014 surtout, l'implication des Etats-Unis, et désormais de celle de l'Union Européenne, dans le coup d'Etat était manifeste. L'objectif était de mettre en place un gouvernement pro-occidental et antirusse. Le «partenariat oriental» avec l'Ukraine, prévu par l'Union européenne, visait également à exclure la Russie et partant, à affaiblir. Le nouveau gouvernement ukrainien érigea même des monuments au nationaliste

Suite page 6

## Objectifs des néoconservateurs

par Oliver Stone

Je suis la situation en Ukraine depuis 2014 avec le professeur *Robert Parry* initiateur de l'entreprise de cette voie. J'ai suivi les incendies à Odessa, la persécution sans droits légaux et les meurtres de journalistes, de maires, de politiciens et de citoyens. J'ai suivi l'interdiction du principal parti d'opposition, dont les sondages étaient plus élevés que ceux du gouvernement Zelensky. J'ai été choqué par la haine pure et simple exprimée contre la minorité russo-ukrainienne. C'est une longue et triste histoire qui commence avec le coup d'Etat de 2014, coorganisé par les Etats-Unis, privant l'Ukraine de sa neutralité et l'ayant rendue violemment anti-russe. Au cours des huit années suivantes, environ 14 000 personnes innocentes ont été tuées en Ukraine, sans aucun écho sérieux des médias.

Ces dernières semaines, j'ai observé avec une peur croissante *Victoria Nuland* sortir une fois de plus de nulle part, avertissant les Russes et nous-mêmes – le public cible – que si les Russes utilisent un engin nucléaire de quelque nature que ce soit, ce sera l'enfer. Cet avertissement a été rapidement repris par une foule de responsables de l'administration et de chaînes de télévision dans les jours suivants, amplifiant la même idée: la Russie se lance dans le nucléaire. Tout cela à la suite de la réaffirmation par *Vladimir Poutine* de la politique nucléaire de la Russie, qui n'est pas aussi agressive que notre position nucléaire. Cela m'a obligé à me demander, pourquoi répéter cela encore et encore? Tout d'abord, il y a eu toutes les accusations de crimes de guerre, arrivées rapidement et furieusement et nécessitant une enquête et des preuves sérieuses.

Par conséquent, je me demande si les Etats-Unis ne sont pas en train de préparer le terrain pour une explosion nucléaire

de faible puissance, d'origine inconnue, quelque part dans la région du Donbass, tuant des milliers d'Ukrainiens? Bien sûr, si cela se produisait, Dieu nous en préserve, tous les yeux du monde seraient entraînés, comme un chien de Pavlov, à condamner la Russie. Cette culpabilité a déjà été établie à l'avance, indépendamment de la personne ayant lancé l'engin. Cet usage aurait certainement un impact sur les 50% restants de l'opinion mondiale, n'appartenant pas au camp occidental. La Russie deviendrait le Satan, le Belzébuth. N'oubliez pas qu'il est difficile de savoir d'où un engin nucléaire a été lancé, surtout dans une situation aussi rapide que cette guerre, dans laquelle il semblerait que la Russie puisse être accusée de n'importe quel comportement, aussi absurde soit-il. Il faudrait probablement quelques jours pour découvrir la vérité, mais la vérité n'est pas importante. La perception l'est, et les Etats-Unis mènent une guerre de la perception avec beaucoup d'habileté et de force, saturant les ondes de *CNN/Fox* et nos pays satellites en Europe et en Asie comme je ne l'ai jamais vu auparavant.

En faisant cela, nous nous rapprochons de ce que nous espérons être un autre *Boris Eltsine*, qui pourrait créer pour notre pays une autre et immense opportunité idéologique et commerciale. Mais, plus important encore, dans l'affaire, nous isolerions la Chine de la Russie. Bien sûr, la Chine serait la prochaine cible si la Russie tombe. C'est, je crois, le scénario rêvé des anarchistes néo-conservateurs de notre gouvernement pour créer ce qu'ils considèrent comme un meilleur «monde fondé sur des règles».

Source: *Partage sur Facebook de Oliver Stone* du 2 mai 2022

(Traduction *Horizons et débats*)

## Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,

l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international,  
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur

Coopérative Zeit-Fragen

Redaction

Jean-Daniel Urben

Peter Küpfer

Rédaction et administration

Case postale 247, CH-9602 Bazenheid

Tél. +41 44 350 65 50

Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch

www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

IBAN: CH640900000877484856

BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie

Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros

ISSN 1662-4599

© 2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Bazenheid».

# La Suisse doit reconsidérer l'entière portée de sa neutralité

Entretien avec le conseiller national Franz Grüter, président de la Commission de politique extérieure du Conseil national

*mw. Les sanctions suisses contre les avoirs russes ont le vent en poupe. Le 3 mai 2022, la Commission de politique extérieure du Conseil national a approuvé plusieurs modifications susceptibles d'autoriser le Conseil fédéral, c'est-à-dire l'exécutif, à édicter «de manière autonome» des sanctions et des mesures coercitives de grande ampleur contre des individus et des entreprises. Le 8 mai, le Parti socialiste suisse s'est empressé d'ajouter une couche à ces exigences, aussi douteuses soient-elles du point de vue de l'Etat de droit, en annonçant le dépôt d'une motion au Conseil national. Selon la presse quotidienne, Mattea Meyer, co-présidente, revendique que la Suisse dispose des capacités de non seulement geler les avoirs des personnes et des entreprises russes sanctionnées, mais aussi de les exproprier et de les remettre à l'Ukraine pour la reconstruction du pays!*

*Aujourd'hui, alors que certains politiciens et la plupart des rédactions des médias n'orientent plus leur boussole sur le principe de neutralité et se montrent prêts à jeter aux orties les principes de l'Etat de droit, cela malheureusement en Suisse aussi, il est une aubaine de s'entretenir avec un député d'envergure politique tel que Franz Grüter, qui réaffirme son ancrage solide dans le modèle étatique suisse de nos jours encore. Franz Grüter est conseiller national (UDC Lucerne) depuis 2015 et entrepreneur dans le domaine de l'informatique.*

*Horizons et débats: Monsieur le conseiller national, vous avez récemment été chargé de la présidence de la Commission de politique extérieure du Conseil national (CPE-N). Quelle est votre tâche principale en tant que président de cette commission? L'ambiance qui règne actuellement ne rend-elle pas difficile l'exercice de vos fonctions?*

**Franz Grüter:** Lorsque j'ai pris cette fonction début janvier, je suis parti du principe que le dossier européen resterait toujours au centre de la politique étrangère suisse. Six semaines plus tard, il s'est passé quelque chose que personne n'avait prévu: La crise ukrainienne a dégénéré en guerre. Nous nous sommes retrouvés dans une situation entièrement nouvelle. Quant à moi, président de la Commission de politique extérieure, je me suis aussitôt vu placer quasiment dans l'œil du cyclone, si vous voulez. Je sens à quel point on a affaire à des émotions vives aujourd'hui encore, comment les questions de principe ont changé de priorité du jour au lendemain et comment la question de la neutralité a soudainement été propulsé au centre d'un nouveau débat de fond. J'ai donc l'impression de vivre une période très intense qui se poursuivra probablement. De plus, la Suisse s'attend à devenir membre du Conseil de sécurité de l'ONU, une question controversée elle aussi. Je dois exercer ma fonction de président de CPE-N pendant deux ans, jusqu'à fin 2023, ce qui veut dire que tout cela aura lieu pendant mon mandat.

*Lors de la séance de la commission du 3 mai 2022, il a été question, entre autres, de l'habilitation du Conseil fédéral à «prendre des sanctions de manière autonome». Dans le communiqué de presse, on a fait état d'un «changement de paradigme». En bref, comment décririez-vous ces avancées, suite aux décisions prises au sein de la CPE-N?*

Nous nous sommes penchés sur la Loi sur les embargos (LEmb) qui règle entre autres les compétences du Conseil fédéral lorsqu'il s'agit de sanctions. Jusqu'à présent, le Conseil fédéral ne pouvait pas ordonner de sanctions de son propre chef, à moins que la Suisse se trouve dans une situation tellement exceptionnelle qu'il aurait été compétent à ordonner des sanctions en vertu du droit d'urgence. Par contre, avec ses décisions du 3 mai, la majorité de la commission a décidé de changer de paradigme – c'est précisément cette notion qui convient. C'est évidemment le Parlement qui en décidera en juin, le Conseil national sera la première Chambre à s'en occuper. La CPE veut donc majoritairement que le Conseil fédéral puisse ordonner des sanctions de sa propre compétence, non seulement contre des Etats, mais également contre des personnes et des «entités», c'est-à-dire des entreprises. Il est évident qu'une telle augmentation des compétences du Conseil fédéral soulève de nombreuses questions, par exemple: comment cela s'accorde-t-il avec le

droit de la neutralité et dans quelle mesure celui-ci est-il touché? Comme un nombre considérable en est conscient, la Commission a décidé que nous devons mettre le thème de la neutralité à l'ordre du jour. Des auditions à ce sujet auront lieu après la pause estivale.

*Outre la neutralité, les droits fondamentaux sont également touchés lorsque le gouvernement suisse confisque les biens des particuliers. Oui, cette avance relève des questions liées à l'Etat de droit, puisque l'on procède à des expropriations quasiment sans décision de justice. Nous devons veiller à ne pas jeter par-dessus bord les principes suisses concernant l'Etat de droit, la sécurité juridique et la garantie de la propriété.*

*La minorité de la Commission – je suppose que vous en faites partie – a tenté de s'opposer à ce non-respect évident du principe de neutralité. Y a-t-il des députés d'autres fractions du parlement volontaires à faire contrepoids au côté de l'UDC?*

En tant que président de la commission, je suis lié au secret de la commission. Il nous interdit de désigner ceux qui se sont exprimés sur le sujet et comment ils ont voté.

## Pas de rapprochement à l'OTAN

*Certains politiciens et médias suisses profitent de la situation actuelle pour promouvoir davantage le rapprochement suisse de l'OTAN, au-delà même du «Partnership for Peace (PPP)». Qu'en pensez-vous en tant qu'officier suisse?*

Cette question est en effet liée à la neutralité. Si la Suisse a été préservée de conflits sanglants au cours des 200 années passées, c'est également grâce à son statut d'Etat neutre. De mon point de vue, la neutralité est un pilier important de la politique étrangère suisse. Elle a toujours permis à notre petit Etat, non seulement de garantir sa sécurité territoriale, mais aussi de servir de lieu vers lequel les parties en conflit pouvaient se tourner, où l'on pouvait pratiquer la médiation qui présuppose un terrain neutre. Bien sûr, cela n'est possible qu'à condition que nous ne prenions pas parti. L'OTAN était originellement une alliance purement défensive, mais elle a aussi mené des guerres offensives par le passé, comme le montre la Serbie. La Suisse ne doit pas y participer, sinon elle perd son statut d'Etat neutre. Le programme PPP est probablement encore acceptable pour la Suisse, nous y participons depuis longtemps, mais tout ce qui va au-delà est très, très délicat. Dans l'état actuel des choses, un rattachement plus proche à l'OTAN mettrait certainement la neutralité en grand danger.

*Paul Widmer, ancien ambassadeur suisse dit que l'adhésion de la Suisse au PPP avait été douteux du point de vue du droit de la neutralité.*

Dans certains domaines – je pense à la sécurité numérique ou aux services de renseignement – il y a aujourd'hui des échanges sensés. Nous avons également acheté du matériel militaire à des pays occidentaux, notamment le F-35. D'un point de vue purement technologique, nous pourrions être intégrés à ces systèmes, mais nous devons en désigner les limites de façon très claire. Entrer dans cette alliance comme Etat membre, nous en approcher au point d'envoyer des troupes à l'étranger ou de participer à des exercices militaires, c'est strictement interdit pour nous, cela irait beaucoup trop loin. Ce serait un coup de poignard dans le dos de la neutralité. C'est pourquoi je pense que nous devons nous interdire un tel pas.

*Face à l'état des choses actuel, une question s'impose: que faire? Récemment, vous avez fait appel à la réflexion, considérant que pendant une crise il n'était pas utile de prendre des décisions toute faites. En tant que président de la CPE, vous avez mis le sujet de la neutralité au premier plan de l'agenda. En septembre, un débat sur la neutralité est prévu dans les deux commissions de politique extérieure, au sein de celle du Conseil national ainsi que de celle du Conseil des Etats. Qu'en attendez-vous?*

Vous soulevez ici un principe général de direction: lorsqu'on se trouve face à une ambiance chargée émotionnellement, on ne doit jamais prendre de décisions à la hâte. En

effet, ces dernières ont souvent un impact à long terme, car en général elles s'avèrent ne pas avoir été fondées.

La question de la neutralité est si profondément ancrée dans l'ADN de notre pays que nous devons mener le débat – nous devons le mener! Il se sont passé un tas de choses avec les sanctions qui ont été prises, les efforts pour nous intégrer ou nous rapprocher de l'OTAN et l'adhésion au Conseil de sécurité de l'ONU. Mais je pense que nous aurons plus de chance de contribuer à un bon débat fondé lorsque les tourbillons de poussière seront un peu retombés, lorsque nous pourrions aborder ces sujets avec un peu de distance.

Par le passé, on a toujours vu que les décisions prises dans le feu de l'action étaient des décisions erronées à moyen et à long terme. Seulement deux ou trois jours après la catastrophe de Fukushima, le Conseil fédéral a annoncé la sortie suisse du nucléaire, aujourd'hui, dix ou douze ans plus tard, nous remarquons qu'il existe de nouvelles technologies. Nous nous dirigeons vers un goulet d'étranglement en ce qui concerne la sécurité de l'approvisionnement énergétique. A l'époque, peut-être aurions-nous mieux fait de soulever la question, certes, mais d'attendre que les émotions se calment avant d'agir.

La neutralité est importante pour notre pays, cruciale même, c'est pourquoi nous aurons des auditions en automne. On peut examiner cette question d'un point de vue purement juridique, c'est pourquoi nous consultons donc des experts juristes, mais la question est également abordable d'un point de vue politique. Je ne mentionne qu'un exemple: le CICR, qui a toujours aidé les humains du monde entier, équitablement des deux côtés d'un conflit. Il a toujours négocié avec les deux parties en guerre, c'est pourquoi, dans le conflit actuel, le chef du CICR, Peter Maurer, n'était pas seulement en Ukraine, mais aussi à Moscou. J'aimerais par exemple entendre la voix du CICR: Comment voit-il l'importance de la neutralité suisse pour la Croix-Rouge, qui représente une des grandes traditions de la Suisse, dans le cadre de l'aide humanitaire?

On aura donc affaire à une large audition. Il s'agira d'insister sur le droit de pouvoir débattre sur la question de la neutralité de manière controversée. J'espère bien sûr qu'à la fin, le résultat sera que nous reviendrons sur une réévaluation de l'importance de la neutralité suisse et que nous devons être prêts à en accepter les inconvénients. Etre neutre est bien sûr quelque chose de désagréable. Il est bien plus facile et bien plus confortable de se désister de l'obligation neutre: il suffit alors de se ranger d'un côté. Si l'on dit que l'on est neutre, on est souvent mis sous pression par les deux camps, et cela n'a pas été différent dans la guerre actuelle. Les deux ministres des Affaires étrangères concernés se sont adressés à la Suisse en lui demandant de quel côté elle se trouvait. Cela aurait été au Conseil fédéral suisse de leur expliquer: nous sommes neutres et nous le resterons. Il ne l'a pas fait, c'est regrettable. Cette omission a certainement affaibli le rôle traditionnel de la Suisse et de ses bons offices.

## «Le dernier mot appartient au peuple suisse – à lui de se prononcer»

Il faut également s'attendre à une initiative populaire volontaire d'ancrer la neutralité suisse, armée et perpétuelle, dans la Constitution fédérale. Elle ne s'arrêtera pas là. A l'avenir, nous devons insister sur le fait que la neutralité suisse n'existera qu'en tant que neutralité intégrale [c'est-à-dire exhaustive] et nous devons définir cette intégralité du principe étatique suisse de manière plus large et plus profonde.

*L'ancien conseiller fédéral Christoph Blocher prévoit une telle initiative populaire. Où en sommes-nous dans ce domaine? Et comment pouvons-nous lancer le débat nécessaire?*

Un groupe de travail examine différentes variantes. L'initiative verra le jour et je pense qu'il est bon que le peuple suisse puisse finalement se prononcer aux urnes de la votation.

Je suis convaincu que l'importance de la neutralité est plus largement soutenue par la population que ce que l'on perçoit ici à Berne et surtout dans les médias. Des sondages ont été réalisés pour savoir si la Suisse devait

## «Une guerre ne fait que des perdants» (Franz Grüter)

Dans son «Journal de bord», Franz Grüter décrit sa visite de deux jours à la frontière ukrainienne en compagnie du président de la Confédération suisse, Ignazio Cassis, où ils ont parlé avec différentes personnes et offert une aide humanitaire.

«En bref, quel est le bilan de ces deux jours? Une guerre ne fait que des perdants. La souffrance des gens est grande. L'aide humanitaire de la Suisse fonctionne bien, elle est efficace et mérite d'être soutenue. Elle permet d'aider les personnes sur place. Il reste à espérer que les parties en conflit parviendront à s'entendre dans le cadre de négociations de paix, même si cela relève pour l'instant plutôt du vœu pieux. Malheureusement, la Suisse ne sera probablement plus le pays considéré comme un lieu de médiation indépendante et neutre par les deux parties au conflit.

Ces visites m'ont clairement montré à quel point une trop grande dépendance en matière d'approvisionnement énergétique et alimentaire peut être néfaste. Je suis donc convaincu qu'en Suisse aussi, nous devons veiller à rester aussi indépendants que possible en matière d'approvisionnement énergétique et alimentaire».

Source: Grüter, Franz. «Journal de bord» (extrait). Weltwoche du 24 mars 2022,

(Traduction Horizons et débats)

livrer des armes à l'Ukraine – c'est d'ailleurs précisément ce dont résonnent les discours de politiciens et les médias. Sur les milliers de personnes interrogées lors des sondages en ligne – on peut toujours mettre en doute la valeur représentative – deux tiers ont dit non, que ce n'était pas possible pour la Suisse, que cela allait à l'encontre de notre neutralité.

C'est pourquoi je pense qu'en fin de compte, il faut que le peuple suisse exprime ce qu'il veut par le biais de la votation populaire: Voulons-nous préserver notre neutralité? Voulons-nous défendre et vivre la «neutralité intégrale»? Il me semble que résoudre cette question passe par le choix de la population dans les urnes et non par celui du Parlement ou du Conseil fédéral.

## Autosuffisance: les sanctions auront un impact surtout sur nos populations

*Une motion de la CPE-N du 3 mai sollicitait de renoncer au commerce du pétrole et du gaz russes. Comment un tel procédé va-t-il se passer en Suisse qui dépend de l'énergie en provenance de Russie?*

De telles exigences peuvent sembler populaires auprès de certaines personnes, mais il faut avoir la force de voir que les conséquences sont si extrêmes qu'il ne faut pas décider dans la foulée d'une chose aussi vitale. Cette motion a heureusement été rejetée le 3 mai par la Commission de politique extérieure du Conseil national, par 13 voix contre 12, ceci pour la raison principale que le commerce en vue pourrait être transféré vers d'autres pays pratiquement du jour au lendemain.

Un point général s'impose: la crise montre une fois de plus à quel point nous sommes devenus dépendants, et pas seulement en matière d'énergie. La sécurité alimentaire est également menacée dans certains pays. Les sanctions contre la Russie n'ont pour l'instant pas beaucoup d'effet dans ce pays. Cette semaine, on a appris que les mêmes volumes d'importations de pétrole que ceux interdits par l'UE ont été achetés par l'Inde. Les sanctions ont plus ou moins été prises par la totalité des pays occidentaux – par contre le reste du monde, l'Inde, la Chine, de nombreux pays arabes, l'Afrique, la majorité des pays, les ont refoulées. La Russie ne vend pas moins de pétrole pour autant, elle le vend tout simplement à d'autres pays.

En revanche, là où les sanctions ont un effet, c'est sur les populations mêmes. Nous assistons à un renchérissement massif de l'énergie, pour de nombreux petits salaires le prix des carburants sont à peine abordables, le prix du diesel s'élevant à 2,20 ou 2,30 francs. Toute personne dépendant de la voiture souffre. Nous devons veiller à ce que les sanctions ne se transforment pas en retour de bâton pour les populations, y compris la nôtre. En Suisse, la dépendance n'est peut-être pas trop grave, mais en Allemagne, la sécurité de l'approvisionnement énergétique n'est d'ores et déjà plus garantie. En Allemagne, la population dépend fort du gaz russe et des milliers d'emplois sont en jeu.

Merci, Monsieur le conseiller national, pour cet entretien.

## Propos de Mikhaïl Gorbatchev sur la guerre et la paix



Mikhail Gorbatschow  
(photo Wikipedia)

Steve Roseberg: [...] *Quel est, selon vous, le danger de la confrontation actuelle entre la Russie et l'Occident?* Mikhaïl Gorbatchev: Tant qu'il y aura des armes de destruction massive, surtout des armes nucléaires, le danger reste énorme, indépendamment de toutes décisions politiques pouvant être prises. Regardez le nombre de personnes malveillantes qui se promènent pour faire exploser n'importe quoi. Il n'est pas à exclure que de tel gens pourraient se doter de certaines de ces armes. Et si ces armes seront lancées, cela entraînera des mesures de rétorsion. Nous ne pouvons pas permettre que cela se produise. C'est pourquoi toutes les nations devront revendiquer, toutes les nations, que les armes nucléaires soient à détruire. C'est une contrainte, pour nous sauver nous-mêmes et pour sauver notre planète. Je me suis rendu au Japon, à Nagasaki. L'endroit où les Américains ont largué leurs premières

bombes en est toujours affecté. Pourquoi les Américains ont-ils fait cela? Eh bien, pour moi, c'était un avertissement à tous: obéissez-nous ou nous ferons décharger une petite bombe sur vous, comme nous l'avons fait avec le Japon. C'est ainsi que je vois les choses. Sinon, pourquoi auraient-ils lâché cette bombe? Je crains que les personnes capables d'agir ainsi soient toujours là. Nous ne nous sommes pas libérés d'eux. Et si cela devait arriver à nouveau, nous réagirons avec force. Dans un pays comme le nôtre, où la guerre a causé tant de destructions, dans un pays où des millions y ont trouvé la mort, des millions d'êtres humains, nous sommes certes restés plus sensibles que d'autres peuples. [...]

Je suis toujours d'avis qu'il faut changer de dirigeants, c'est figé dans notre Constitution. Mais il est des moments où un pays passe d'une période à une autre, où les nouveaux décideurs ne sont pas encore prêts à porter le fardeau. [...] Notre président a hérité de ce chaos. Et tout le monde a vu qu'il a mis fin au chaos et qu'il a littéralement tout pris sur ses épaules. Nous apprenons, par des articles de presse, que le peuple veut qu'il reste et qu'il

finisse son travail. Il reste encore beaucoup à faire. Je défends le respect de la loi. Mais permettez que je vous dise une chose: je ne m'opposerai jamais aux aspirations émanant de tout notre peuple.

Source: Interview de Steve Rosenberg avec Mikhaïl Gorbatchev. BBC du 08/11/2019; <https://www.youtube.com/watch?v=qYVsKoQXATY>, 08/11/2019 (Traduction Horizons et débats)

\* \* \*

**Sur Poutine, les Allemands et les Etats-Unis**

Mikhaïl Gorbatchev: Pour nous autres Russes, Poutine n'a absolument rien dit de nouveau [lors de la conférence de Munich sur la sécurité en 2007]. Il a dit, là aussi, ce qu'il a toujours dit. Pourquoi cela avait-il tellement étonné nos partenaires? Avant tout: à l'époque, on a fait un sondage parmi vous, en Allemagne. 78 pour cent des Allemands interrogés se sont prononcés en faveur de Poutine. [...]

Source: <https://www.youtube.com/watch?v=IipaG9WmcE> du 14/01/2015. (Traduction Horizons et débats)

*Spiegel: Pendant l'époque de ce que l'on avait appelé, chez nous, la «Perestroïka de Gorbatchev», l'Est et l'Ouest ont désarmé,*

*militairement et verbalement. Face à la nouvelle confrontation, qui en est responsable?* En Amérique, on s'est abandonné à l'idée que c'étaient eux les vainqueurs. Comme s'ils avaient pu obtenir quoi que ce soit sans nous. Parvenir là où nous étions en effet, cela ne fut possible que par notre effort en commun. Lors de mes conférences aux Etats-Unis, j'ai souvent évoqué John F. Kennedy. Il a déclaré une fois à l'adresse des Américains, à propos de l'Union soviétique et à propos du peuple soviétique, qu'il ne fallait pas les diaboliser. Pour ensuite ajouter ceci: «Les Russes sont comme nous. Ils ont des enfants. Ils veulent vivre une vie heureuse.» Mais hélas, l'Amérique ne peut pas vivre sans ennemi. Les Etats-Unis doivent en effet démontrer pourquoi ils ont besoin d'un budget militaire aussi important. Toujours à propos de Kennedy, il a affirmé: «Si vous partez de l'idée que l'ordre mondial à venir sera une *pax americana*, je dois vous dire: ou la Paix sera pour tous ou la Paix ne sera pas.» •

Source: <https://www.youtube.com/watch?v=IipaG9WmcE> du 14/01/2015. (Traduction Horizons et débats)

(Traduction Horizons et débats)

## Lula da Silva: l'UE et les Etats-Unis auraient pu éviter la guerre

par Vilma Guzmán



Lula da Silva  
(photo Wikipedia)

Dans une interview accordée à l'hebdomadaire américain *Time*, l'ex-président brésilien Luiz Inácio da Silva (Lula) a vivement critiqué l'Union européenne, les Etats-Unis et le président ukrainien Volodymyr Zelensky. Ils sont tous coresponsables de la guerre en Ukraine, a-t-il déclaré.

Il a reproché au Président américain Joseph Biden de n'avoir «rien fait pour empê-

cher la guerre». Il croit fermement que les divergences peuvent être résolues par le dialogue. Selon lui, ni M. Biden ni les chefs d'Etat de l'UE n'auraient suffisamment agi en ce sens avant l'invasion russe.

«Les Etats-Unis ont un grand poids politique. Et Biden aurait pu empêcher [la guerre] au lieu de l'attiser. Il aurait pu parler davantage, s'impliquer davantage. Biden aurait pu prendre un avion pour Moscou et parler à Poutine. C'est le genre d'attitude que l'on attend d'un dirigeant. Intervenir pour que les choses ne dérapent pas.»

La Russie n'aurait pas dû envahir l'Ukraine, a souligné M. da Silva, «mais ce n'est pas Poutine seul qui est le coupable. Les Etats-Unis et l'Union européenne le sont également». Ils auraient dû garantir au

gouvernement russe que l'Ukraine ne rejoigne pas l'OTAN, «cela aurait résolu le problème», a déclaré le candidat PT. Il compare la crise actuelle avec celle de Cuba de 1962, lorsque les Etats-Unis et la Russie avaient convenu de retirer réciproquement les positions de missiles de la Turquie et de Cuba afin d'éviter une escalade aux conséquences imprévisibles pour le monde.

Selon da Silva, le chef du gouvernement ukrainien est «aussi responsable de la guerre que Poutine, car une seule personne ne saurait être coupable de la guerre». M. Zelensky a «voulu la guerre», sinon il aurait «négocié davantage» et proposé par exemple de «continuer à discuter de l'adhésion à l'OTAN et à l'UE». Ce qu'il n'a pas fait. «Il est désormais ovationné dans tous les parlements européens

et passe en permanence à la télévision.» Da Silva accuse les politiciens occidentaux d'agir irresponsablement en «glorifiant Zelensky» au lieu de se concentrer sur les négociations.

La guerre n'est pas une solution, a réaffirmé Lula. Les sanctions occidentales contre la Fédération de Russie affectent injustement l'économie d'autres régions. «Nous devons maintenant payer la facture de la guerre contre l'Ukraine, tout comme l'Argentine et la Bolivie. «Vous ne punissez pas Poutine. Vous punissez de nombreux pays différents, vous punissez l'humanité», lance-t-il à l'adresse des bellicistes. [...]

Source: <https://amerika21.de/2022/05/257924/lula-da-silva-eu-usa-ukraine-krieg> du 07/05/2022

(Traduction Horizons et débats)

### Que s'est-il passé avant ...»

suite de la page 4

ukrainien Stepan Bandera, baptisant des rues à son nom.

La position fortement antirusse du nouveau gouvernement, les discriminations, les menaces de violence et les réelles exactions à l'encontre de la majeure partie de la population russophone, surtout dans l'est et le sud du pays, ont conduit les habitants de la péninsule de Crimée à se déclarer indépendants lors d'un référendum et à demander – avec succès – leur intégration dans la Fédération de Russie. Dans les oblasts de Donetsk et de Louhansk, après que des manifestations pacifiques aient été violemment réprimées, les manifestants contestataires ont pris les armes et, depuis le printemps 2014, les conflits armés se sont enchaînés, causant la mort d'environ 14 000 civils. La grande majorité d'entre eux ont été tués par les tirs ukrainiens ciblant les régions qui aspiraient à l'autonomie.

### 6° Non-respect des accords de Minsk

Par le biais de deux accords conclus à Minsk, la capitale du Belarus (*Minsk I* en septembre 2014 et *Minsk II* en février 2015), on a tenté de parvenir, au sein de l'Etat ukrainien, à un cessez-le-feu dans l'est de l'Ukraine ainsi que d'accorder l'autonomie aux zones des oblasts de Donetsk et de Louhansk qui la souhaitaient. Les deux accords n'ont toutefois pas été mis en œuvre, le gouvernement ukrainien refusant de négocier directement avec les représentants de Donetsk et de Louhansk et les qualifiant de «terroristes». Le gouvernement de Kiev a fait obstacle à la modification de la Constitution qui avait été convenue ainsi qu'aux élections dans les régions du pays en quête d'autonomie. Les autorités ukrainiennes ont publiquement déclaré ne pas vouloir respecter les *Accords de Minsk*, bien que le Conseil de sécurité des Nations unies ait également entériné ces accords et les ait ainsi déclarés conformes au droit international. La Russie a toujours exigé le respect des *Accords de Minsk*, les gouvernements

français et allemand – tous deux à l'origine de *Minsk II* – s'étant officiellement engagés en faveur du respect de ces accords. En revanche, à l'automne 2021, le gouvernement russe a rendu public un échange de correspondance montrant que ni la France ni l'Allemagne s'engageaient à voir ces accords respectés. Apparemment, c'était surtout le gouvernement américain qui avait activement soutenu le refus du gouvernement ukrainien de se conformer aux accords.

### 7° L'Ukraine devient de facto membre de l'OTAN

Sans en être membre officiellement, l'Ukraine s'est peu à peu quasiment agglomérée à l'OTAN. Les centres de formation de l'OTAN pour l'armée ukrainienne, les armes fournies par l'OTAN à l'Ukraine, les manœuvres effectuées en commun avec les pays de l'OTAN, y compris en Ukraine même, et la participation ukrainienne aux interventions militaires de l'OTAN en sont la preuve évidente. En 2021, les Etats-Unis ont continué d'apporter leur soutien moral et matériel à l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN et à une alliance spécifiquement rapprochée entre les Etats-Unis et l'Ukraine. La Charte de partenariat stratégique entre les Etats-Unis et l'Ukraine signée le 10 novembre 2021 en est un bon exemple. En décembre 2021, la Russie exigea un accord écrit stipulant que l'Ukraine ne deviendrait pas membre de l'OTAN, ce qui fut rejeté ensemble par les Etats-Unis et par l'OTAN.

### 8° La Russie, l'Ukraine et les intérêts russes en matière de sécurité

Jusqu'au 21 février 2022, le gouvernement russe a donc tenté de trouver une solution diplomatique au conflit en évoquant à diverses reprises et de manière détaillée l'importance des relations russo-ukrainiennes passées et présentes, en soulignant de même les menaces que l'Ukraine, et en particulier la présence sur son territoire de forces ultranationalistes, faisait peser sur la population ukrainienne d'origine russe, sur les citoyens russes et sur la Russie elle-

même. En plus, il insista derechef sur les «lignes rouges» à ne pas dépasser, en présentant deux projets d'accords et bien plus encore. Ni le gouvernement américain, ni l'OTAN ne se sont montrés disposés à faire des concessions sur les points essentiels (du point de vue russe) des projets d'accords présentés. La Russie n'a cessé de faire valoir que ses propositions d'accord ne visaient pas plus loin que l'uniformisation sécuritaire garantie depuis de nombreuses années par les traités de l'OSCE pour tous les Etats membres de l'OSCE, comme le prévoit d'ailleurs la *Charte des Nations unies*. Bien au contraire, le gouvernement américain et l'OTAN ont persisté dans leur soutien à un prétendu droit de chaque Etat à décider librement de ses alliances.

La *Conférence sur la sécurité* qui s'est tenue à Munich le week-end du 18 au 20 février 2022 a renforcé la position des Etats-Unis et de l'OTAN, le président ukrainien recevant dès lors la garantie d'un soutien inconditionnel et la perspective de voir son pays se doter à nouveau de l'arme nucléaire à laquelle il avait renoncé en 1994.

### 9° Une attaque ukrainienne potentielle sur la Crimée et le Donbass?

Il est plus que probable que, comptant sur le soutien inconditionnel du gouvernement américain et l'appui d'autres pays de l'OTAN, comme par exemple la Grande-Bretagne, le gouvernement ukrainien était en train de planifier une attaque militaire contre la Crimée – un territoire que la Russie considère comme faisant partie de son territoire national – ainsi que de s'en prendre aux deux régions de Donetsk et de Louhansk, qui aspirent à l'autonomie et où vivent plus de 500 000 citoyens russophones. En mars 2021, un décret enjoignait le gouvernement ukrainien à la réintégration de la Crimée dans l'Etat ukrainien. Et bien que le président français Macron, tout comme le chancelier allemand Scholz se soient publiquement engagés, lors de leurs visites à Moscou en janvier et février 2022, pour que le gouvernement ukrainien se ral-

lie enfin aux accords de Minsk, c'est exactement le contraire qui s'est produit dans la réalité. Dans la zone de contact avec les régions de Donetsk et Louhansk, l'armée ukrainienne a procédé à une forte mobilisation de troupes – plus de 100 000 hommes selon les estimations russes. Sur la ligne de front située entre les territoires aspirant à l'autonomie et le reste de l'Ukraine, le cessez-le-feu, de plus en plus fragile, n'a été établi que le jour suivant la visite du chancelier allemand qui s'était engagé en faveur du respect des *Accords de Minsk*; ce cessez-le-feu a d'ailleurs été rompu à de multiples reprises, surtout du côté ukrainien.

Les autorités de Donetsk et de Louhansk ont commencé à évacuer la population civile. La Russie ayant reconnu ces deux régions en tant que républiques indépendantes, le 21 février, il y a eu ensuite concentration de tirs à l'arme lourde en direction des nouvelles républiques.

### Attaque ou défense?

Dans nos pays et ceux voisins, la Russie est presque unanimement perçue comme coupable d'une agression armée à l'encontre de l'Ukraine, contraire au droit international. Cette formulation s'accompagne souvent d'adjectifs comme par exemple «brutale», «cruelle» ou «délirante». Dans l'édition 28/29 d'*Horizons et débats* du 21 décembre, Jochen Scholz, ex-lieutenant-colonel de la Bundeswehr, posait ainsi la question: «Qui est l'agresseur?» Si l'on considère les points présentés ci-dessus, il y a donc de bonnes raisons de qualifier l'action militaire de la Russie en Ukraine de guerre défensive, dénomination qui ne relève guère de la pure propagande russe. Actuellement, ce genre de débat de fond ne peut être traité ouvertement et de façon approfondie dans notre pays et ses voisins. Il serait pourtant primordial pour tous les esprits concernés d'entreprendre de réelles démarches de recherche de la vérité et de pouvoir se distancier ainsi, étayés par les faits, de la pure propagande de guerre. Ce qui sera une contribution considérable en faveur de la paix. •

# Questions humanitaires et destins individuels à Marioupol et dans le Donbass

par Ralph Bosshard

«Le monde réel est justement gris sur gris et non pas noir et blanc (à savoir Est-Ouest)». (R. B.)

hd. Ralph Bosshard connaît la région pour l'avoir soigneusement observée, et dans le cadre de ses fonctions au sein de l'OSCE, où il a notamment été Conseiller spécial auprès du Représentant permanent de la Suisse. Dans le cadre de ses activités actuelles, il rédige également des expertises sur la situation militaire dans le conflit en Ukraine ainsi que dans l'espace postsoviétique (voir à ce sujet ses articles dans Horizons et débats sur le Kazakhstan et l'Arménie). Grâce aux relations personnelles nouées au cours de toutes ces années, il reçoit également des descriptions directes des points chauds du conflit ukrainien, qu'il met ici à disposition du lecteur intéressé, lequel reçoit ainsi une impression très directe des événements réels.



(photo Ivan L.)

Voici une photo de la maison située au 42 Rue Georgievskaya dans l'ancien centre-ville de Marioupol, le Tsentralnyj Rayon. C'était la maison des parents de mon épouse et elle appartient maintenant à notre ami Ivan L. Ivan savait que des membres du «régiment Azov» étaient logés dans le bâtiment d'à côté [encadré en clair]. Il appartient à l'Université technique d'Etat de Priazovskij, dirigée par Slava B., une de mes connaissances. Ivan a donc décidé de vivre dans une datcha à l'extérieur de Marioupol, mais il revenait régulièrement pour s'assurer qu'«Azov» ne s'installait pas aussi dans sa maison.



(photo Ivan L.)

Voilà à quoi ressemble cette maison massive de l'époque des tsars après l'explosion d'un obus ou d'une bombe dans le jardin situé derrière. Miraculeusement, nos amis n'ont pas été blessés.

Mais c'est ailleurs que se trouve la tombe de la belle-mère d'Ivan, qui a été touchée par des éclats d'obus lors des combats et qui perdit trop de sang, car il n'y avait plus d'ambulances. Comme il n'était pas possible de l'enterrer durant les combats, Ivan et un parent ont enveloppé le corps dans des draps



(photo wp)

Ralph Bosshard a étudié l'histoire générale, l'histoire de l'Europe de l'Est et l'histoire militaire. Il a suivi l'école de commandement militaire de l'EPFZ ainsi que la formation d'état-major général de l'armée suisse. Il a continué sa formation universitaire et militaire par des études linguistiques en russe, à l'Université d'Etat de Moscou, ainsi qu'à l'Académie militaire de l'Etat-major général de l'armée russe. Il est expert en matière de la situation en Europe de l'Est pour avoir travaillé, pendant six ans, à l'OSCE en fonction de Conseiller spécial du représentant permanent de la Suisse.

et l'ont laissé sur la table de la cuisine. Entre-temps, un voisin l'a retrouvé et enterré.

Un autre ami d'Ivan est mort en essayant de recharger son téléphone portable dans la voiture. Ivan l'y a retrouvé mort. Nous pensons qu'il a été abattu par des membres des forces armées ukrainiennes qui le soupçonnaient de vouloir fuir la ville via un corridor humanitaire. Ivan et son ami ont ensuite utilisé cette voiture pour se rendre en Géorgie via la Crimée, où ils ont pris un avion pour la Norvège, car Ivan y a de la famille. Ivan ayant l'âge de combattre, les Ukrainiens ne l'auraient pas laissé partir, et les 3 000 à 5 000 euros de pots-de-vin exigés par les gardes-frontières ukrainiens dans de tels cas sont hors de portée pour un Ukrainien gagnant 100 euros par mois.

Toutefois, le fils d'Ivan, Vjaceslav, a pu se rendre normalement en Norvège via Varsovie, accompagné de sa marraine.

L'épouse d'Ivan, Oxana, se trouve toujours à Berdyansk, au bord de la mer d'Azov, avec son père, car ce dernier a perdu tous ses documents lors du bombardement de sa maison. Les autorités russes veulent lui délivrer un passeport russe, mais cela peut prendre du temps, car la recherche d'actes de naissance n'est pas une priorité en ce moment.

Un autre bâtiment utilisé comme logement pour l'armée ukrainienne était l'hôtel *Spartak*, à 220 mètres à vol d'oiseau de la mai-



(photo Hotel Spartak)

son d'Ivan. L'établissement avait été l'un des meilleurs de Marioupol. Ivan pense qu'il a également été occupé par le «régiment Azov» Mais je me demande qui a été si confortablement logé ici, si près de la fonderie «Asovstal». Peut-être s'agit-il effectivement de ces officiers de l'OTAN sur lesquels ont circulé des rumeurs? Ils auraient exploité une installation militaire secrète dans les galeries sous l'usine, peut-être une installation de reconnaissance radio. Je ne crois pas encore à la thèse d'un laboratoire d'armes biologiques.

J'ai pu m'habituer à la vue de bâtiments brûlés dès 2014, car en mai 2014, le «régiment Azov» avait enfermé dans le bâtiment de la police les policiers qu'il considérait comme



(photo Lena B.)

«antipatriotiques», et y avait mis le feu. Les policiers qui s'étaient enfuis avaient été abattus.

La photo montre notre ancien appartement au 112 Avenue Lenina (aujourd'hui Mira) à Marioupol. Lorsque les Russes ont attaqué le long de l'Avenue Mira, les troupes gouvernementales ukrainiennes ont pris position dans



(photo Alexej K.)

les étages supérieurs des immeubles d'habitation, car ces solides bâtiments en préfabriqué offraient une bonne protection et un bon champ de tir. Et c'est précisément là que les

Russes ont riposté. Avant le début des combats, notre voisine Tamara S. a dû rejoindre sa fille à Manhush, moins touchée par les combats, à l'ouest de Marioupol. Les vieilles maisons basses en bois situées à la périphérie de Marioupol et dans les petits villages autour de la ville offrent peu de protection contre les combats et un mauvais champ de tir. C'est pourquoi nombre d'entre elles ont été épargnées par les combats.

L'Avenue Mira mène ensuite à l'aéroport de Marioupol. En automne 2014, un collaborateur de l'OSCE à Marioupol a émis l'hypothèse que le service de renseignement intérieur ukrainien (SBU) exploitait une prison secrète à l'aéroport. Un journaliste occidental avait alors été arrêté par erreur, battu et détenu pendant une nuit avant que l'erreur ne soit remarquée et qu'il soit libéré. Il s'était précipité à la *Mission spéciale de contrôle* de l'OSCE, qui se trouvait alors à l'hôtel Reikartz sur l'Avenue Metalurgiv, juste à côté du bâtiment du SBU, pour se plaindre. Une de nos connaissances a été détenue pendant un an par le SBU parce qu'il avait tenu des propos «antipatriotiques». Il a ensuite été libéré à condition de ne rien raconter de sa détention. La fosse commune de Marioupol dont on a parlé récemment se trouve probablement à côté de l'aéroport et a été creusée par le SBU. Par le passé, j'ai parfois été surpris de voir que des dirigeants politiques occidentaux avaient le mauvais goût de se rendre à Marioupol via l'aéroport. C'est précisément pour cette raison que nous n'avons pas tenu de réunions de travail à l'aéroport.

Je sais par une amie d'école de mon épouse, Larisa M., que des employés de l'hôpital, situé entre le 16<sup>e</sup> et le 17<sup>e</sup> micro rayon ont en effet été retenus en otage et abusés comme boucliers vivants lorsque les troupes russes ont fait leur apparition à la périphérie de Marioupol. Elle a réussi à s'échapper lorsque le chaos s'est installé après l'impact des premiers projectiles. Un médecin qui a tenté d'empêcher les soldats ukrainiens d'abattre les otages en fuite a lui-même été abattu.

L'école où mon épouse était scolarisée se trouvait tout près du Dramteatr, où le «régiment Azov» aurait installé un poste de commandement. Dans la cave des habitants de la ville s'étaient réfugiés lorsque le bâtiment massif a été touché. Le rectangle clair inséré dans la photo montre les débris de la maison de son amie d'école Masha B. avec qui nous n'avons



(photo Regiment Asov)

pas pu rétablir de contact jusqu'à présent.

Dans le quartier Trudovskij de la ville de Donetsk vivait un oncle de mon épouse, Nikolai V. En huit ans de bombardements, son appartement était pourtant resté intact. Il y a quelques jours, son appartement a pris feu, car les troupes gouvernementales ukrainiennes continuent de tirer quotidiennement dans la ville de Donetsk.



(photo Yandex.rp)

Ces dernières années, les troupes gouvernementales ukrainiennes étaient en grande majorité responsables des tirs sur les écoles et les jardins d'enfants, comme le montre un extrait des rapports quotidiens de la *Mission spéciale de suivi* de l'OSCE pour les années 2020 et 2021.

Bericht Nr.	Bericht Datum	Ort	Territorium	Ereignis Datum
42/2020	20.02.2020	Staromykhailivka	NGCA	14.02.2020
51/2020	02.03.2020	Oleksandrivka	NGCA	7
87/2020	13.04.2020	Donetsk, Kutyrivskiy Rayon	NGCA	7
68/2020	21.03.2020	Donetsk, ul. Lisova 1	NGCA	18/19.03.20
90/2020	04.04.2020	Nivotoshivske	NGCA	07.04.2020
109/2020	08.05.2020	Zolote-4 Rodina	NGCA	30.04.2020
103/2020	01.06.2020	Zolote-5 Mykhailivka	NGCA	7
153/2020	29.06.2020	Donetsk, Trudovskiy Rayon	NGCA	27.06.2020
171/2020	20.07.2020	Donetsk, Trudovskiy Rayon	NGCA	18.07.2020
31/2021	09.02.2021	Zolote-5 Mykhailivka	NGCA	07.08.02.21
72/2021	29.03.2021	Zolote-5 Mykhailivka	NGCA	25.03.2021
106/2021	10.05.2021	Donetsk, Trudovskiy Rayon	NGCA	08.05.2021
129/2021	05.06.2021	Zolote-5 Mykhailivka	NGCA	31.05 + 02.06.21
163/2021	15.07.2021	Holmyvskiy	NGCA	12.06.2021
224/2021	24.09.2021	Yasynuvata	NGCA	21.09.2021
243/2021	16.10.2021	Zolote-5 Mykhailivka	NGCA	15.10.2021
271/2021	10.11.2021	Zolote-5 Mykhailivka	NGCA	15.11.2021
294/2021	29.10.2021	Hiratinne	NGCA	27.10.2021
294/2021	03.12.2021	Zolote-5 Mykhailivka	NGCA	29.11.2021

(Tableau Ralph Bosshard: rapports quotidiens de la Mission spéciale OSCE, <https://www.osce.org/ukraine-smm/reports>)

Les statistiques sur les victimes civiles tenues par le bureau du représentant des Nations unies pour les droits de l'homme montrent que depuis 2018, la majorité des victimes civiles se situent à plus de 80 % du côté de la LNR (République populaire de Lougansk) et de la DNR (République populaire de Donetsk). Confrontée à des accusations de tirs sur des zones résidentielles, la délégation ukrainienne auprès de l'OSCE à Vienne avait jusqu'à présent répondu que c'était la «soldatesque des rebelles» qui aurait l'habitude de tirer sur sa propre population, procédé solidement entraîné depuis la guerre en Tchétchénie, ou qu'une «troisième colonne» non identifiée avait été à l'œuvre.

## Conclusion

Je regretterais davantage encore les trop nombreuses victimes déjà causées par le conflit actuel si j'avais jamais ressenti le moindre moment de regret en Occident pour les 14 000 personnes qui ont perdu la vie entre 2014 et 2022 parce que les gouvernements de Washington et de Kiev jugeaient que les *Accords de Minsk* étaient mauvais pour eux.

Je plaindrais encore plus les réfugiés de Vinnytsa, d'Ivano-Frankivsk, de Lvov, de Zhitomir et d'autres villes, qui n'ont guère subi de dommages jusqu'à présent, si je ressentais des regrets pour ce qui a été fait en leur nom pendant huit ans à Donetsk, Lougansk, Pervomaïsk, Gorlovka/Horlivka et Stakhanov/Kadyivka. En revanche, je ne partage pas la jubilation de certains habitants de Donetsk face aux destructions de Kiev, de Tchernigov et d'ailleurs.

Marioupol a-t-elle été «bombardée» par les Russes? Non, de nombreux bâtiments ont été détruits dans le cadre des combats, le comportement des deux parties restant entièrement sur le plan de la logique militaire.

Les combattants ukrainiens ont-ils abusé des civils comme boucliers humains? Oui, du moins dans certains cas.

Les combattants ukrainiens se sont-ils cachés parmi la population civile? Oui, et l'OTAN semble y avoir participé.

Les autorités ukrainiennes ont-elles violé les droits de l'homme? Oui, de manière massive et répétée.

Les troupes alliées de la LNR, de la DNR et de la Fédération de Russie sont-elles exemptes de violations des droits de l'homme et de crimes de guerre? Certainement pas, mais si je les accuse de tels actes, je n'ai pas besoin d'en apporter la preuve dans les médias occidentaux: On me croira même sans preuve.

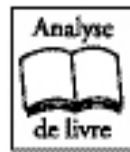
Qui reconstruira Marioupol? La DNR affirme détenir 3 000 combattants ukrainiens et a déjà déclaré une fois qu'elle ne traiterait pas les membres des formations de volontaires ukrainiens comme des prisonniers de guerre. Un procès aboutissant à des jugements allant à 20 ou 25 ans de camp de travail me semble possibles.

Comment les choses évoluent-elles sur le plan économique? Après 2014, le nombre de clients russes dans le port de Marioupol a diminué. Auparavant, de nombreux navires russes étaient réparés ou entretenus à Marioupol. Cela peut reprendre maintenant. En revanche, les combinats métallurgiques sont sans doute détruit au point qu'ils nécessitent être reconstruits de fond en comble. Leurs propriétaires, Rinat Akhmetov en tête, ne sont probablement pas en mesure de réaliser ces travaux d'envergure par leurs propres moyens.

(Traduction Horizons et débats)

# Comment parler de la guerre aux enfants?

par Renate Diñki



Lorsque j'étais enfant en bas âge, j'ai moi-même vécu la guerre. Je me souviens d'images de nuits passées dans la cave, de la fuite hors de la ville de ma

mère, veuve et âgée de 23 ans avec deux enfants à l'époque, pour échapper aux bombes. Nous nous étions réfugiés dans une maison forestière où nous avons trouvé un accueil. En ces années, chaque brin de nourriture était un bien précieux. Cette jeune femme avait réussi, dans le cadre de la famille élargie et unie, à nous donner à l'époque, à nous ses enfants, un sentiment de sécurité malgré tout. Comment cela fut-il possible?

Je me suis toujours posée cette question par la suite, notamment au vu des guerres interminables au Proche-Orient ou dans d'autres régions du monde et des enfants nouvellement arrivés, dans nos écoles en provenance de ces régions en guerre. Il est nécessaire de se pencher sur ce thème.

Une nouvelle publication importante aborde la question de savoir comment les adultes peuvent engager un dialogue approprié avec les enfants sur la difficile question de la guerre et des événements catastrophiques. Le livre de Rüdiger Maas et Eliane Perret aborde cette question urgente de manière très compréhensible. Il constitue un guide pour les parents et les pédagogues en présentant de manière vivante, sensible et lisible les résultats fondés de la science et de la pratique scolaire. Il ne donne pas de conseils, mais incite à l'approfondissement de la réflexion.

Le premier chapitre s'adresse aux parents qui, dans nos pays, vivaient jusqu'à présent principalement dans des conditions sécurisées. Mais désormais, ils sont confrontés à une guerre à leur porte. Aujourd'hui, de nombreux parents n'ont plus clairement conscience de leur importance de leur rôle de modèle. Les explications claires et concises

des auteurs sur les résultats de la recherche en psychologie de l'apprentissage et du développement peuvent aider les parents à comprendre cela. Faire preuve d'objectivité face aux images et aux messages perturbants, de manière à ce que les enfants trouvent un appui et ne perdent pas courage; avoir son propre point de vue informé et bien fondé; insister sur les sources sérieuses: voilà des attitudes nécessaires à adopter par les parents, dans l'intérêt de leurs enfants.

Le deuxième chapitre aborde le rôle des médias dans de telles crises: les jeunes et les adultes utilisent généralement des sources différentes. Il est d'autant plus important de rester dans un dialogue calme, de prendre parfois une pause médiatique et de ne pas porter de jugements à l'emporte-pièce. Sinon, on risque de faire fausse route avec les enfants et les adolescents. Le recours à l'avant-propos, dans lequel les principes de la propagande de guerre nous sont présentés, est ici précieux. Ils ont déjà été étudiés il y a 100 ans et leurs méthodes se retrouvent également dans les médias modernes. Les parents et les pédagogues disposent ainsi d'un instrument leur permettant d'évaluer de manière indépendante les annonces de catastrophes, ce qui peut déboucher sur une approche plus objective de tels événements.

Après avoir clarifié ces conditions, les auteurs abordent les exigences des différentes tranches d'âge des enfants. De quel niveau de discussion a besoin un enfant d'âge préscolaire, un enfant de niveau inférieur ou moyen, un adolescent à partir de 13 ans? Ces indications d'âge ne sont bien sûr pas valables de manière absolue, car chaque enfant a son individualité, à laquelle il faut s'adapter avec délicatesse. Ce sont justement ces explications qui me semblent centrales. Elles montrent, à l'aide d'exemples, comment répondre aux questions des enfants au

sein de la famille sans les alourdir ni les banaliser. Ils illustrent la manière dont les parents peuvent y parvenir en prenant leur temps, en ne répondant pas de manière précipitée, mais en saisissant le sens et la portée des questions de leurs enfants.

Un exemple:

Un enfant d'âge préscolaire a vu des femmes en pleurs et une maison bombardée à la télévision. Il demande à sa mère ce qui s'est passé. Après lui avoir demandé ce que l'enfant s'imaginait, la mère peut expliquer la situation avec des mots simples, tout en lui donnant confiance dans le fait qu'il y aura une solution:

«Il y a eu un grand conflit entre le pays dans lequel vivent ces femmes et ces enfants et un autre pays. Maintenant, les soldats des deux pays se battent les uns contre les autres. Ils détruisent beaucoup de choses, tu l'as vu sur la photo. C'est pourquoi ces femmes sont tristes, car elles ne savent pas quoi faire. Mais maintenant, beaucoup de gens dans de nombreux pays doivent réfléchir à la manière dont on pourrait mettre fin à ce conflit. Car tous les hommes veulent pouvoir vivre en paix.» (p. 29)

Il s'agit toujours de bien saisir la demande de l'enfant en fonction de son âge et de ne pas le surcharger inutilement.

Le chapitre final élargit la thématique à l'école et aux autres offres d'accueil extrafamilial. Il donne un aperçu de projets et de thèmes qui ont fait leurs preuves dans la pratique scolaire, mais qui peuvent également être transposés dans d'autres structures. Ces précieux exemples sont à nouveau répartis à titre indicatif en trois tranches d'âge. Je recommanderais leur lecture à chaque établissement scolaire, à chaque centre de jour, en guise d'inspiration pour leurs propres projets.

Les auteurs décrivent par exemple la confrontation des jeunes avec le droit international humanitaire. Ce droit est le résultat des efforts des peuples pour cohabiter pacifiquement dans le monde et pour établir des règles de protection des personnes concernées, même en cas de guerre. Ce thème est soigneusement développé dans un matériel pédagogique de la Croix-Rouge destiné aux écoles. Il incite à la réflexion grâce à de nombreux exemples. Et il donne aux jeunes l'espoir que l'avenir pourrait être plus pacifique malgré tous les dangers qui le menacent et qu'ils peuvent y contribuer. Après cette confrontation, il était par exemple clair pour les jeunes «qu'un acte de guerre doit être stoppé le plus rapidement possible par un cessez-le-feu, suivi d'une aide humanitaire urgente et d'une conférence internationale au cours de laquelle on essaiera de trouver un compromis contribuant à une paix durable dans la région». (p. 71)

## «Conduire le monde à la Paix»

Lettre urgente au président Joseph Biden et à tous les membres du gouvernement, du Congrès et du Sénat américains

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, Je me trouve dans l'obligation de vous faire parvenir cette lettre urgente, si je ne le faisais pas, je me sentirais coupable – coupable devant Dieu et l'humanité. [...]

Arrivé à un âge mûre, je suis issu d'une famille qui a toujours eu un vif intérêt pour les questions politiques. J'ai été témoin des atrocités de la Seconde Guerre mondiale (y compris les bombes américaines au phosphore du lundi de Pâques 1945, acte dénué de tout sens) et de l'occupation russe. J'ai aussi été témoin de l'accord avec les Russes qui a apporté la liberté et la prospérité à ma patrie, l'Autriche. Le cœur de cet accord était notre neutralité permanente.

La guerre par procuration que vous menez actuellement en Ukraine risque de conduire à une troisième guerre mondiale, car vous provoquez la puissance nucléaire russe à l'extrême. Un vieux proverbe politique dit: Evitez de pousser au désespoir vos adversaires! Vous pensez toujours pouvoir prendre ce risque, car jusqu'à présent, toutes les guerres, menées sous le prétexte de l'humanité et de la démocratie et avec la mort, la destruction et la souffrance qu'elles ont engendrées, se sont déroulées à l'étranger (je pense au Vietnam, à l'Afghanistan, à l'Irak, à la Libye et d'autres encore). A l'avenir, cela ne sera plus le cas! A



ISBN 978-3-96890-115-2

Rüdiger Maas, psychologue diplômé et chercheur renommé sur les générations, a étudié en Allemagne et au Japon. Il dispose d'une longue expérience de chercheur et pratiquant son métier, également à l'étranger. Son livre «Generation lebensunfähig» a été recueilli d'un vif intérêt professionnel et des parents.

Eliane Perret a une vaste expérience en tant qu'enseignante, pédagogue curative et psychologue. Elle a étudié la psychologie et la pédagogie spécialisée à l'université de Zurich. Elle a également travaillé pendant de nombreuses années comme enseignante et directrice d'une école spécialisée pour enfants ayant des problèmes d'apprentissage et de comportement. Elle est l'auteur d'articles sur des thèmes de psychologie, des questions d'éducation et de formation ainsi que sur la prévention de la violence et du harcèlement.

Maas, Rüdiger; Perret, Eliane. «Wie ich mit Kindern über Krieg und andere Katastrophen spreche». Un guide pour les parents, les enseignants et les pédagogues. Kiedrich 2022

Une bibliographie permet de trouver des titres se prêtant à une étude approfondie de l'un des thèmes traités.

Cette nouvelle publication, précisément en ces temps de grande incertitude, de décisions inquiétantes et de course aux armements menaçante, est un guide qui permettra à de nombreux parents, mais aussi à des pédagogues, d'accéder à ces tâches exigeantes.

«Puisse un jour, un éclairage comme celui-ci ne plus être nécessaire.»

## «Aucune crédibilité»

Lors de la séance plénière du Parlement européen du 10 mars 2022, au sujet des conséquences de l'invasion russe en Ukraine et à la manière de gérer le nombre croissant de réfugiés ukrainiens, la députée irlandaise Clare Daly a pris la parole pour exprimer son indignation face au double standard «des moralités» et à l'hypocrisie qui règnent. ([https://vk.com/video/@rt\\_fr](https://vk.com/video/@rt_fr))

«Il est évident que nous vivons une époque de crises catastrophiques, des temps où la vie de civils innocents est sacrifiée dans les guerres de seigneurs. Oui, cela se passe en Ukraine, mais pas seulement. Depuis la dernière session plénière, des dizaines de milliers de citoyens afghans ont été forcé de se réfugier en quête de nourriture et de sécurité. Cinq millions d'enfants sont menacés par la famine, exposés à une mort atroce et douloureuse. [En Afghanistan] le nombre de mariages d'enfants a augmenté de 500 pour cent tandis que des enfants sont vendus dans le seul but de survivre. A ce sujet, on ne souffle mot, ni dans cette salle ni ailleurs.

Nulle part. Pas de reportage télévisé omniprésent, pas d'aide humanitaire d'urgence. Pas de séance plénière particulière comme celle-ci où, jusqu'à présent, personne n'a trouvé ce sujet digne d'être mentionné. Pas de délégations afghanes et pas de commentaires devant le grand public. Mon Dieu! Les Afghans doivent donc se demander pourquoi leur crise humanitaire à eux importe si peu. Est-ce à cause de la couleur de leur peau? Est-ce parce qu'ils ne sont pas blancs, parce qu'ils ne sont pas européens? Ou parce que leurs problèmes ressortent des Etats-Unis? Parce que ces problèmes ont été déclenchés par l'invasion américaine? Est-ce parce que la décision de voler la richesse de leur pays a été prise par un président despotique américain et non russe? Car, grand Dieu, toutes les guerres sont maléfiques et toutes leurs victimes méritent d'être soutenues. Tant que nous ne nous engagerons pas dans ce sens, nous ne mériterons aucune crédibilité.»

Source: <https://www.youtube.com/watch?v=vdjVLJWNTM>

(Traduction Horizons et débats)

## Les généraux italiens se révoltent: «Ce n'est pas notre guerre, arrêtons les Etats-Unis!»

«La neutralité? Je l'approuve sans réserve. Et je crois qu'avant que les menaces d'une extension du conflit à l'OTAN ne soient mises en pratique par l'une ou l'autre des parties, nous devons faire en sorte que ce conflit prenne fin. Et de ce point de vue, je ne vois aucun engagement de la part de qui que ce soit, au contraire, je vois toute une série d'incendiaires

«Tout d'abord, notre pays devra tout faire pour mettre fin au conflit, à ma connaissance rien n'est fait dans ce sens. Quand je dis tout faire, je sous-entends que nous nous mettions d'accord avec d'autres pays européens, notamment avec la France et l'Allemagne, sur une position commune à l'égard des pays bellicistes, les Etats-Unis par exemple, pour qu'ils cessent et pour qu'ils favorisent une trêve et des négociations, sous peine d'une rupture des relations.»

Général Leonardo Tricarico, ancien chef d'état-major de l'armée de l'air italienne et actuel président de la fondation ICSA (Intelligence Culture and Strategic Analysis)

«Jusqu'à présent, la Russie n'a frappé aucun pays de l'OTAN puisque l'Ukraine ne fait pas partie de l'Alliance, et le fait même de faire allusion à une telle éventualité ne fait qu'exaspérer les esprits et réduire les chances d'une réconciliation que je juge indispensable. Je répète, indispensable.»

Générale Marco Bertolini, chef du département de la défense de Fratelli d'Italia

Source: VoxNews info du 27/04/2022

(Traduction Horizons et débats)

Prof. Dr. Heinrich Wohlmeyer, Autriche (Traduction Horizons et débats)